

L'AFFAIRE DU DUC DE PRASLIN ET LA MAGISTRATURE

Thèse complémentaire pour le Doctorat ès Lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Marcel ROUSSELET

DOCTEUR EN DROIT
JUGE D'INSTRUCTION AU TRIBUNAL DE LA SEINE

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1937

THÈSE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'AFFAIRE DU DUC DE PRASLIN ET LA MAGISTRATURE

Thèse complémentaire pour le Doctorat ès Lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Marcel ROUSSELET

DOCTEUR EN DROIT
JUGE D'INSTRUCTION AU TRIBUNAL DE LA SEINE

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.



Introduction

Le 18 août 1847, la Duchesse de Praslin était assassinée ; le 24 février 1848, la révolution éclatait. Entre ces deux dates ne doit-on faire qu'un simple rapprochement ? L'histoire n'a-t-elle pas montré que les grandes affaires criminelles ont une forte répercussion sur les masses qu'elles secouent profondément ! L'assassinat de la Duchesse de Praslin dont était convaincu le Duc et Pair de France, son mari, arrivait à une heure difficile pour la Monarchie de Juillet : l'opposition s'enhardissait de plus en plus ; les scandales s'ajoutaient aux scandales : deux Pairs de France, un ancien Ministre de la Guerre, le Général Despans-Cubières, un ancien Ministre des Travaux publics, Président de Chambre à la Cour de Cassation Teste, viennent d'être déferés, pour corruption, à la Cour des Pairs qui les a condamnés (1). Et, avant la décision finale (2), au moment où des charges écrasantes s'accumulaient contre lui, Teste a tenté en vain de se suicider d'un coup de revolver au cœur.

Le peuple avait été fort ému de ces turpitudes publiquement étalées et, comme pendant le procès, le Duc de Montpensier, fils du Roi, donnait une fête à Vincennes, ses invités furent injuriés du cri de « A bas les voleurs (3) ».

Et, voilà qu'avec l'assassinat de la Duchesse de Praslin, un autre très grand nom était éclaboussé par un nouveau scandale : « Ce fut, dans les bas-fonds, un rugissement de

(1) Le 17 juillet 1847. Voir sur cette affaire : *Cour des Pairs, Affaire des Mines de Gouhenans*, 1847. PIERRE JACOMET, *Le Palais sous la Monarchie de Juillet*, chap. VII, pp. 153 à 157. VICTOR HUGO, *Choses vues*, pp. 195, 196, 277. Voir sur Teste : ROUSSELET, *La Magistrature sous la Monarchie de Juillet*, p. 265 et Append. I^{er}.

(2) Le 12 juillet 1847.

(3) Cf. sur cet incident, CHARLÉTY, *La Monarchie de Juillet, Histoire de France contemporaine de Lavisse*, t. V, livre V, chap. IV, p. 373 et DE LA GORCE, *Louis-Philippe*, livre VII, chap. VI. p. 379.

colère (1). » Il y avait eu des Pairs corrompus ; il y avait maintenant, au sein de la Pairie, un assassin. Et l'auteur du crime, comme sa victime, appartenait à la plus grande aristocratie.

Charles-Laure-Hugues-Théobald Duc de Praslin (2), était le fils d'un noble de l'ancien régime, de la grande famille des Choiseuls, ancien chambellan de l'Empereur, dont la Restauration avait fait un Pair de France, rallié d'ailleurs, aux idées libérales. A la mort de son père en 1841, il avait hérité de son titre de Duc, et en 1845 il était devenu Pair de France. Le 19 octobre 1824, il avait épousé la fille (3) du Général Sébastiani, le célèbre soldat de la Révolution et de l'Empire.

La Monarchie de Juillet avait comblé d'honneurs les deux familles Sébastiani et Praslin : noblesse d'ancien régime inclinant au libéralisme, noblesse d'empire ; c'étaient là, les soutiens de la Monarchie de Louis-Philippe. Le Général Sébastiani était devenu ambassadeur à Naples, à Londres et avait obtenu le bâton de Maréchal. Quant au Duc Théobald de Praslin, reçu dans l'intimité des Ducs d'Orléans et de Nemours, il était chevalier d'honneur de la Duchesse Hélène d'Orléans.

L'opinion publique ne pouvait donc manquer d'être frappée du scandale qui touchait de telles familles, qu'il atteignait presque les Tuileries : un Pair de France, un Chevalier d'honneur de la Duchesse d'Orléans était un assassin ; c'était une occasion pour la presse d'opposition d'attaquer tout le régime ; elle ne la laissa pas échapper (4).

Cette affaire, si tragique par certains côtés, présentait d'autres aspects d'ordre sentimental qui enchantèrent le populaire : c'était pour l'amour de la gouvernante de ses enfants, Henriette Deluzy, que le Duc avait tué son épouse qui lui avait cependant donné neuf enfants (5). Cette liaison cou-

(1) DE LA GORCE, *id.*, p. 379.

(2) Il était né le 29 juin 1805. Cf. *Nouvelle biographie générale de Didot* 1862, t. XL, p. 980.

(3) Altarice Rosalba Fanny Sébastiani était née le 14 avril 1807.

(4) Voir *Infra*, p. 45. Le 21 août 1847, alors qu'aux yeux de tous le Duc de Praslin était l'assassin, le *National* écrivait sur un ton ironique : « Nous demandons que jusqu'à la délibération de la Chambre [des Pairs], on laisse circuler en liberté M. le Duc de Praslin, Pair de France et Chevalier d'honneur de la Cour. »

(5) C'est, de toute évidence, la cause du crime. Mais, comme il arrive souvent dans ces sortes d'affaires, on a essayé de chercher ce qui pouvait innocenter le coupable. Un auteur, SAVINE (*L'Assassinat de la Duchesse de Praslin*, chap. VI, pp. 168 et 174) a prêté à la

pable durait depuis longtemps. Ainsi donc, derrière sa richesse, son rang social, son luxe, tout ce qui donne apparemment le bonheur, la Duchesse n'avait été qu'une femme malheureuse (1).

La presse d'opposition trouva un autre aliment à sa campagne, dans la mort de l'assassin qui, le 24 août 1847, décédait des suites d'un empoisonnement à l'arsenic. L'opinion publique était déçue, elle se repaît, non sans quelque cruauté, des grandes chutes ; cette mort finissait trop rapidement le drame à son gré (2). De là, sa fureur ; et les bruits les plus divers de courir : Le Duc n'était pas mort ; les autorités l'avaient laissé fuir. On eut beau publier les résultats de l'autopsie opérée par les praticiens les plus célèbres de l'époque (3), on trouve encore dans des mémoires du xix^e siècle (4) trace de cette légende, d'après laquelle le Duc de Praslin, dont on aurait favorisé l'évasion, vivait tranquillement à Londres. Il s'est même trouvé un auteur en mal de copie (5), pour vouloir, à l'aide de documents ayant quelque allure scientifique, réfuter cette pitoyable légende qui ne mérite pas l'examen.

Mais l'opinion déchaînée s'attaquait à ceux qui, disait-elle, avaient laissé toute liberté au Duc pour prendre le poison. On avait gardé le coupable dans son hôtel ; on lui avait permis de se faire justice à lui-même ; qui sait si on ne l'avait pas aidé ou incité à se tuer pour arrêter le scandale ? Pourquoi, dès lors, avoir considéré ce criminel comme un privilégié ? N'aurait-il pas dû subir le sort de ceux qui ont tué,

victime, bien injustement, des mœurs inavouables, pour réhabiliter le Duc, qui n'aurait pas été un assassin, mais un justicier.

(1) Comme le montrent ses pitoyables lettres qui furent plus tard saisies et qui sont au dossier des Archives Nationales (CC 810 et 811). Une partie seulement a été publiée officiellement (Cour des Pairs. *Extraits de lettres de Madame la Duchesse de Praslin*. Paris, imprimerie royale, août 1847).

(2) VICTOR HUGO dans *Choses vues*, p. 227, raconte qu'une bouquetière disait : « Pourvu qu'on ne me le tue pas ; cela m'amuse tant de lire tout ça tous les matins dans les journaux. »

(3) Voir *infra*, p. 35.

(4) Cf. *Souvenirs du Maréchal Canrobert. Souvenirs d'un siècle* par GERMAIN BAPST, p. 519.

(5) DOCTEUR CABANÈS, *Les Indiscrétions de l'histoire*, 4^e série, « Une tragédie mondaine sous Louis-Philippe. Suicide ou comédie judiciaire », pp. 213 à 255. Cf. également la thèse audacieuse sur la survivance du Duc de Praslin grâce à la complicité de la Duchesse d'Orléans, soutenue par ROBINET DE CLÉRY, *Les deux fusions* (1800-1873), pp. 134 à 139.

et expier son forfait sur l'échafaud après des débats publics sur le banc d'infamie !

Au premier rang de ceux qui étaient ainsi critiqués se trouvaient les Pairs. En 1849, le Chancelier Pasquier, ancien Président de la Cour des Pairs, rencontrait Victor Hugo et évoquait devant lui l'année 1847 (1) : « Quelle année que 1847 ! Comme 1847 a amené 1848... Le Duc de Praslin qui tue sa femme ! N'y a-t-il pas une fatalité dans tout cela ? Le haut de la société a épouvanté le bas. Tenez, le peuple, nous ne lui ôterons jamais de l'idée que nous avons empoisonné le Duc de Praslin. Aussi, l'accusé assassin et les juges empoisonneurs, voilà l'idée qu'il s'est faite de toute l'affaire. »

Et pourtant, dès le début, la Chambre des Pairs avait essayé de détourner sur la Magistrature l'orage qui la menaçait. Le 18 août 1847, dès la découverte du crime, le Procureur Général Delangle, le Procureur du Roi Boucly, le Juge d'Instruction Broussais (2), s'étaient rendus à l'hôtel sis 55, faubourg Saint-Honoré, où la Duchesse de Praslin avait été assassinée. Ils avaient fait les premières constatations avec l'aide de la police et de son chef Allard ; et bientôt, ils furent certains que le Duc était l'assassin. Mais alors, pour eux une grave question s'était de suite posée : comme Pair de France, le Duc de Praslin jouissait du privilège de l'inviolabilité. Il fallait un ordre de la Chambre des Pairs pour l'arrêter. Les Magistrats décidèrent donc de le faire seulement garder à vue dans son hôtel. Et, c'est pendant cette garde à vue que les premiers symptômes d'empoisonnement se manifestèrent chez le Duc.

Cependant, le 19 août, le Roi qui se trouvait à Eu, signait l'ordonnance qui convoquait la Cour des Pairs pour juger le Duc ; le 20 août, le Chancelier Pasquier délivrait un mandat contre lui et il était transporté le 21 août à la prison du Luxembourg. Ce même jour, la Cour des Pairs se réunissait et ordonnait la continuation de l'instruction par le Chancelier. Le 24 août, le Duc décédait dans sa cellule et, il ne res-

(1) VICTOR HUGO, *Choses vues*, p. 277. Sur l'opinion du Chancelier Pasquier sur cette affaire on peut lire également ses lettres des 25 août et 14 septembre 1847 à de Barante (*Souvenirs du baron de Barante*, t. VII, pp. 223 et 232). On y voit l'inquiétude du Chancelier devant l'émotion causée par le crime et, son souci de dégager la responsabilité des Pairs.

(2) Voir Append. III la biographie de ces Magistrats. Voir sur Delangle et Boucly : ROUSSELET, *La Magistrature sous la Monarchie de Juillet*, pp. 265 et 295.

fait plus à la Cour des Pairs, ce qu'elle fit le 30 août 1847, qu'à déclarer l'action publique éteinte par le décès du coupable (1).

Déjà, lors des deux séances de la Cour des Pairs, des critiques assez vives s'étaient élevées contre les Magistrats. Ils n'auraient pas dû, y disait-on, et l'autorité du Chancelier lui-même appuyait cette argumentation, se laisser arrêter par l'objection tirée de l'inviolabilité de la Pairie car, la mise sous mandat était possible, puisque l'on se trouvait dans le cas de flagrant délit. Venant de si haut, les attaques avaient porté. Après la mort du Duc, les journaux blâment ouvertement les Magistrats. Le *Moniteur*, journal cependant officiel, apprécie sévèrement l'inertie du Procureur Général Delangle. Quant aux journaux d'opposition, comme le *National*, le *Constitutionnel*, ils avaient là un trop beau sujet de lutte pour le négliger.

Les Magistrats ne répondirent pas publiquement ; mais leurs rapports sont restés. Avec l'aide des textes et des ouvrages juridiques, il nous a paru intéressant d'examiner si vraiment la Magistrature a manqué à ses devoirs, en n'arrêtant pas le Duc, ou en lui permettant, par un défaut de surveillance, d'échapper au châtimement fixé par les lois. A ce moment, les Magistrats ont assumé une lourde responsabilité en ne plaçant pas le Duc sous mandat dès les premiers soupçons. L'opinion publique, dans son irritation, leur a donné tort. Était-ce juste ?

(1) Elle renvoya l'instruction à l'égard d'Henriette Deluzy devant les Juges de droit commun. Celle-ci devait, après avoir été incarcérée durant toute l'enquête, bénéficier d'un non-lieu le 17 novembre 1847.

CHAPITRE PREMIER

Les Investigations des Magistrats, des Hommes de l'art et des Pairs

I. La découverte du cadavre le 18 août 1847. — II. Les premières opérations des Magistrats le 18 août 1847, de huit heures du matin à une heure de relevée. — III. Les constatations judiciaires le 18 août 1847, de une heure de relevée à minuit. — IV. La journée du 19 août 1847. — V. La journée du 20 août 1847. — VI. La saisine de la Cour des Pairs (les journées des 21, 22, 23, 24, 25 août 1847).

I

Pour apprécier la responsabilité des Magistrats, il nous faut étudier une première question primordiale : à quel moment ont-ils été certains de la culpabilité du Duc ? Nous devons voir aussi quand le Duc s'est empoisonné. Ces problèmes sont d'importance, pour ce qui nous occupe ; car, si les Magistrats n'ont su que le Duc était l'assassin qu'après qu'il eut déjà absorbé le poison, le reproche qu'on peut leur faire de ne pas l'avoir arrêté devient purement théorique, puisque leur inaction, dans cette hypothèse, n'aurait pas eu pour conséquence de soustraire un criminel à son châtimement.

Le 18 août 1847, vers cinq heures du matin, les domestiques de l'hôtel du 55, faubourg Saint-Honoré (1), étaient

(1) Témoignage du valet de chambre Merville, reçu le 19 août 1847 par le Juge d'Instruction Broussais. Les procès-verbaux recueillant les témoignages et les interrogatoires, ainsi que tous les actes d'instruction se trouvent aux Archives Nationales CC 808. Ils ont été en grande partie publiés officiellement, sous le titre : *Cour des Pairs*.

réveillés par une série de coups de sonnettes, venus de la chambre de la Duchesse de Praslin en même temps que par ses cris perçants « et (1) des bruits sourds, comme si on avait couru dans cette chambre, et si des secousses violentes y avaient eu lieu ». Les domestiques se précipitèrent, « mais, de tous les côtés (2) par lesquels ils pouvaient aborder la chambre de leur maîtresse, les issues étaient fermées, et derrière ces portes retenues par des verrous intérieurs, ils [entendirent] les derniers cris, les derniers efforts et les derniers soupirs de la victime. Une seule porte était ouverte, elle [donne] sur le jardin, à l'extrémité de l'hôtel, en haut d'un escalier de bois, dans un renforcement, et elle ouvre dans une sorte d'antichambre qui sépare l'appartement de M. le Duc de Praslin de l'appartement de la Duchesse ». C'est par cette porte que les domestiques purent enfin pénétrer. Ils virent dans sa chambre, la Duchesse de Praslin (3), renversée à terre, la tête appuyée sur le canapé. Sa figure et son corps étaient couverts du sang qui s'échappait de ses plaies (4). Presque aussitôt, pendant que sa lingère, la femme Merville, étanchait sa figure, elle rendait le dernier soupir. Cependant, le Duc arrivait revêtu d'une robe de chambre grise (5) : « Quel est le monstre qui l'a assassinée ? proféra-t-il (6) » et, il envoya chercher un médecin (7). Les docteurs Canuet, Simon et Reymond arrivèrent, vers cinq heures et demie (8).

Assassinat de Madame la Duchesse de Praslin. Procédure. Procès-verbaux divers. Dépositions de témoins. Interrogatoires. Paris, Imprimerie Royale, 1847. Ce recueil ayant sur le dossier des archives l'avantage d'être paginé, c'est à lui que nous nous référerons. Le témoignage de Merville est p. 68.

(1) Témoignage du valet de chambre du Duc, Charpentier, reçu le 18 août par Broussais. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 56.

(2) Rapport du Procureur Boucly, 19 août 1847, Append. I^v, 2^e alinéa.

(3) Témoignage du valet de chambre Charpentier, déjà cité. *Cours des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 57.

(4) Témoignage de la femme Merville, lingère, devant le Juge Broussais, le 20 août 1847. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 73.

(5) Témoignage de la femme Merville, déjà cité. *Cours des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 74.

(6) Témoignage de la femme Briffard, concierge, reçu le 20 août 1847, par le Juge d'Instruction Broussais. *Cours des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 77.

(7) Témoignage Charpentier, déjà cité. *Cours des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 58.

(8) Témoignage du Docteur Reymond, entendu le 24 août 1847 par

II

Les autorités pénétraient également sur les lieux du crime : à cinq heures trois quarts du matin, Bruzelin, Commissaire de police du quartier du Roule, puis Truy, Commissaire de police du quartier des Champs-Élysées (1), procédèrent aux premières constatations. Ils trouvèrent (2), près du corps de la Duchesse, sous le canapé de la chambre : « un pistolet chargé et amorcé, ayant du sang sur le canon et la baguette et quelques cheveux à la crosse, fixés par du sang. »

À huit heures, les Magistrats arrivaient à leur tour : celui qui semble être venu le premier (3), est le Procureur Général Delangle. Puis, vinrent Broussais, Juge d'Instruction, en compagnie de Delalain, Substitut, et, plus tard seulement, le Procureur du Roi Boucly lui-même. Il est difficile de préciser l'heure de l'arrivée du Procureur du Roi ; toutefois, dans son rapport du 30 août 1847 (4), le Procureur Boucly signale qu'au retour d'un voyage, il était rentré chez lui quelques instants avant, et qu'il est arrivé à l'hôtel du faubourg Saint-Honoré, après qu'on eut fait changer le Duc de robe de chambre. Or, dans son procès-verbal de transport, le Juge d'Instruction Broussais (5), a décrit chronologiquement, avec une grande minutie, tous ses actes : examen complet des lieux, première audition du Duc. C'est seulement après ces opérations que le Juge pria le Duc de changer de vêtements (6). Tout ceci a demandé au moins deux heures ; il faut donc fixer à dix heures environ l'arrivée du Procureur du Roi Boucly. Une autre indication confirme que c'est bien à cette heure que le Duc changea de vêtements : il s'agit du rapport des médecins Orfila et Tardieu qui fut dressé le 28 août 1847 par ces praticiens, pour constater le moment

le Chancelier. *Cours des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, p. 183. Le Docteur Reymond devait rester toute la journée jusqu'à minuit.

(1) Premier Procès-verbal de constatation dressé par Truy. *Cours des Pairs, op. cit.*, p. 5.

(2) *Ibid.*, p. 6.

(3) Procès-verbal de transport sur les lieux, rédigé par Broussais, Juge d'Instruction. *Cours des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 11.

(4) Rapport du Procureur Boucly au Procureur Général. Voir Append. I^{er}, 5^e alinéa.

(5) Procès-verbal de transport, rédigé par Broussais. *Cours des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, pp. 11 à 21.

(6) Procès-verbal de transport, rédigé par Broussais. *Cours des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 13.

de l'empoisonnement (1). Depuis ce moment, le Procureur du Roi Boucly assista à toute l'information.

Quand le Juge d'Instruction Broussais et le Substitut Delalain étaient arrivés faubourg Saint-Honoré vers huit heures du matin, leur premier soin avait été de visiter la chambre de la victime ; ils furent frappés du grand désordre qui y régnait, des larges mares de sang qui maculaient le plancher et le canapé et qui indiquaient la résistance qu'avait opposée la Duchesse à son meurtrier (2). Sur une table, devant la croisée, ils remarquèrent le pistolet d'arçon (3) que les commissaires de police avaient découvert sous le canapé. Ils se dirigèrent ensuite, vers la chambre du Duc. En effet, le valet de chambre du Duc, Charpentier (4), venait de dire au Chef du service de la sûreté, Allard : « Mais, allez donc dans la chambre du Duc, il va détruire les pièces de conviction, et peut-être se tuera-t-il. »

« Bientôt, dit le Procureur du Roi Boucly, dans son rapport du 30 août (5), ces deux Magistrats furent amenés et par les conséquences de leur information, et par la crainte qui leur fut inspirée d'une tentative de suicide, à s'emparer de la personne du Duc et à le faire rentrer dans son appartement particulier sous la surveillance des agents du service de sûreté... Ils s'y rendirent eux-mêmes en même temps que lui ».

Mais, suivons à nouveau le procès-verbal de transport du Juge d'Instruction Broussais où il décrit les constatations qu'il fit dans les appartements du Duc (6). La chambre du Duc était séparée de la chambre de la Duchesse par le cabinet de toilette, par une antichambre éclairée par une croisée donnant sur le jardin sur laquelle ouvraient plusieurs portes et par un couloir fermé de trois portes, où se trouvaient quatre marches qui permettaient de monter à la chambre du Duc. Or, dans cette antichambre, les Magis-

(1) *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, p. 175.

(2) Procès-verbal de Broussais. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 11.

(3) Procès-verbal de Broussais. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 12.

(4) Déposition Allard, Chef du service de sûreté, entendu le 28 août 1847 par le Chancelier de France. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, Supplément, p. 233.

(5) Rapport du Procureur Boucly, 30 août 1847, Append. I^{er}, 4^e alinéa.

(6) Procès-verbal de Broussais. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 12.

trats remarquèrent : « quatre gouttes de sang tombées à terre et du sang imprimé sur la porte du carré, près le mouvement faisant jouer le bec de canne de la serrure et sur quatre endroits de cette porte, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. » Ils furent frappés également de ce que des gouttelettes de sang existaient sur les degrés du couloir et de ce qu'enfin, une tache de sang se voyait sur le bouton extérieur de la double porte de la chambre du Duc. Les Magistrats relevèrent encore des traces de sang sur un des carreaux de la fenêtre de cette antichambre sur les persiennes et l'espagnolette de cette croisée, à l'endroit où l'on avait porté la main pour l'ouvrir.

On voit avec quel soin et aussi quelle promptitude étaient faites les investigations. Ces constatations pouvaient orienter les recherches du côté de la culpabilité du Duc ; elles étaient cependant loin d'être décisives : le Duc, en effet, aurait pu se maculer de sang en secourant sa femme, et après, en revenant dans son appartement, il aurait pu projeter des taches ensanglantées sur les objets qui entraient en son contact. C'est d'ailleurs l'explication qu'il ne manqua pas de donner (1), quand il fut interpellé par le Juge : « M. le Duc de Praslin nous dit, a noté dans son procès-verbal, Broussais, que réveillé par les cris partant du jardin, il s'était empressé de courir à la chambre de Madame ; que là, il l'avait trouvée, assise à terre, la tête appuyée sur un canapé, entre la cheminée et la fenêtre ; que le sang lui coulait abondamment des plaies qu'elle avait à la figure et sur diverses parties du corps ; qu'il était allé à elle, pour lui donner des soins et que c'était alors, qu'il s'était souillé les mains de sang et que ses habits en avaient été eux-mêmes tachés. » Quand les domestiques étaient arrivés près de la Duchesse, il s'était, disait-il, retiré dans sa chambre où il s'était lavé les mains dans une cuvette ; mais il avait conservé les vêtements qu'il avait sur lui, lorsqu'il était allé dans la chambre de sa femme.

Cette explication n'était pas, par elle-même invraisemblable. Il était bien évident aux yeux des enquêteurs que d'après ses blessures, la Duchesse avait dû saigner abondamment et souiller les mains de ceux qui avaient pu l'assister dans ses derniers moments. Mais, ces premières constatations allaient en amener d'autres.

Le Juge Broussais avait prié le Duc d'ôter ses vêtements,

(1) Procès-verbal de Broussais. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 13.

afin de pouvoir examiner les taches qui les souillaient. Comment se fit ce changement d'habits ? C'est un point important de savoir s'il fut fait avec assez de précautions pour éviter, pendant cette opération, toute dissimulation d'objets de la part du Duc. Dans son rapport du 30 août (1), le Procureur du Roi Boucly a expliqué comment le Duc changea de vêtements (2) : « Le Duc, a écrit le Procureur du Roi, dut abandonner tous [les vêtements] qu'il avait sur lui pour en prendre d'autres, ce qui exclut la pensée qu'en quittant sa robe de chambre, il ait pu extraire de ses poches, et garder dans sa main un objet quelconque qui n'ait pas été aperçu, ni pendant qu'il se déshabillait, ni pendant qu'il se rhabillait. Ce fut un commissaire de police qui lui remit une autre robe de chambre, et avant de la lui remettre, il s'assura que les poches en étaient vides. On fouilla, avec plus de soin encore, la robe de chambre qu'il quittait, et on trouva même dans l'une des poches quelques bouts de corde et de cordons dont l'un était ensanglanté. » On ne lui laissa que son mouchoir et les clefs de son bureau.

Pendant que le Duc quittait ses vêtements, un commissaire de police (3) saisissait, soutenu sur une de ses bretelles, un cordon vert.

Les Magistrats allaient maintenant examiner les habits que le Duc venait de quitter. La robe de chambre grise présentait (4) à plusieurs endroits, quelques traces de sang et le revers gauche à l'intérieur en avait été fraîchement lavé et était encore humide.

Cette constatation était troublante : pourquoi le Duc avait-il ainsi voulu se débarrasser lui-même des taches de sang qui maculaient ses vêtements ? Il avait d'ailleurs, en plus, fait disparaître l'eau qui avait servi à laver sa robe de chambre et ses mains (5) : « Nous lui avons demandé, note le Juge Broussais dans son procès-verbal, ce qu'il avait fait des eaux avec lesquelles il avait fait disparaître cette tache

(1) Append. I^{er}, 4^e alinéa.

(2) On se rappelle que le Procureur du Roi Boucly n'arriva sur les lieux qu'à la fin de cette opération.

(3) Procès-verbal de Broussais. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 20. Premier Procès-verbal de constatation des lieux, dressé par le Commissaire de police du quartier des Champs-Élysées. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 8.

(4) Procès-verbal de Broussais. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 14.

(5) Procès-verbal de Broussais. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 13.

et s'était lavé les mains. Il nous a répondu qu'il lui était impossible de nous le dire, que dans un moment pareil, il avait complètement perdu la tête, et qu'il était possible qu'il les eut jetées par la croisée de sa chambre donnant sur le jardin. »

C'était pour le Duc la seule explication plausible de ce lavage intempestif d'effets : l'affolement avait provoqué chez lui, après la mort de sa femme, des gestes inconsidérés.

C'est à ce moment-là, vraisemblablement, que le Duc a dû donner au Procureur du Roi Boucly et au Juge d'Instruction Broussais l'explication suivante (1) : il aurait lavé ses vêtements ensanglantés, car il désirait aller voir ses filles. Le lendemain, dans son rapport, le Procureur du Roi en rapportant cette explication, ajoute que le Duc pouvait facilement changer de vêtements, et n'avait par suite pas besoin de laver ceux qui étaient ensanglantés ; et le Procureur d'ajouter encore, et de souligner, qu'il n'a d'ailleurs pas été voir ses filles. Au moment où elles se sont présentées à son esprit, ces objections ont dû fortement frapper le Procureur, puisque le lendemain, il les consigna parmi les cinq groupes de charges qu'il relevait contre le Duc. Cependant, cette explication ne nous semble pas aussi inadmissible qu'elle l'a paru au Procureur du Roi : un mari vient de voir sa femme assassinée ; sa première pensée est d'avertir de ce malheur ses enfants. Il ne peut se présenter devant eux avec les vêtements souillés du sang de leur mère ; il en lave les taches, ce qui est plus rapide que de changer d'habits ; puis, il se ravise et renonce à son projet de voir ses enfants ; d'autres iront leur dire la fatale nouvelle. Ce n'était donc pas là, si on la considérait seule, une explication qui dut constituer une charge accablante contre le Duc. Mais il allait y avoir d'autres constatations qui, elles, seraient décisives.

Les Magistrats, en effet, à ce moment, perquisitionnèrent dans la chambre du Duc et c'est alors qu'ils firent la découverte qui, à notre sens, était capitale (2) : « Dans la cheminée de la chambre du Duc, nous trouvons, écrit le Juge Broussais, divers débris encore chauds, indiquant que des papiers et des étoffes y ont été récemment brûlés. Notre attention se porte principalement sur une étoffe de soie, fond

(1) Rapport du Procureur du Roi Boucly, du 19 août 1847, Append. I^{er}, 3^e alinéa 2^o.

(2) Procès-verbal de Broussais. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 15.

rougeâtre, qui nous a paru être un foulard. » C'était là une trouvaille de première importance. On pouvait expliquer avec quelque difficulté, le lavage des vêtements ; le fait d'en avoir brûlé, devenait une très lourde charge. Le Duc s'en aperçoit et il fournit des explications qui sont de plus en plus lamentables : « Nous demandons, note le Juge Broussais dans son procès-verbal (1), comment il se fait que dans la cheminée se trouvaient les débris d'un foulard consumé et lui ayant servi de coiffure de nuit. Il nous répond : Hier soir, j'ai pris dans ma commode, ce foulard pour me coiffer ; au moment de me mettre au lit et de m'en servir, j'ai trouvé ce foulard en très mauvais état, et je l'ai jeté dans la cheminée où se trouvaient déjà une assez grande quantité de papiers. C'est ce matin que ces objets ont pris feu, au moment où j'avais jeté dans cette cheminée une allumette, dont je m'étais servi pour je ne sais quel usage. Nous faisons observer à M. le Duc qu'au moment où il est rentré dans sa chambre, après avoir passé une demi-heure au moins dans la chambre de Madame, il ne devait plus avoir besoin de lumière pour se diriger dans sa chambre et vaquer aux soins de sa personne ; que, de plus, il se trouvait sur sa table de nuit un foulard préparé, et ne paraissant pas avoir servi depuis qu'il avait été blanchi, et nous l'invitons à nous donner des explications sur ces deux circonstances. M. le Duc répond qu'il ne peut expliquer comment il se fait qu'il ait voulu avoir de la lumière, et pour quel usage il a voulu avoir cette lumière ; qu'il sent que ce défaut d'explication peut élever une charge grave en présence des papiers et du foulard brûlés jetés la veille par lui dans la cheminée ; que le second foulard trouvé sur sa table de nuit, et qui ne lui a pas servi, avait été préparé à l'avance, soit par son valet de chambre, soit par la femme du portier ou une autre femme de la maison ; qu'il n'avait pas aperçu ce foulard, lorsqu'il avait voulu se mettre au lit, et que c'était ce qui lui avait fait prendre dans sa commode, le foulard déchiré et brûlé ; qu'il n'en avait pas pris un autre et avait couché sans fichu de nuit, suivant son usage ; que, quant au mouvement qui l'a porté à jeter dans la cheminée le foulard, qu'il a trouvé en mauvais état, et à renoncer à en prendre un autre, il peut s'expliquer par son caractère pour ceux qui le connaissent, mais qu'il lui est impossible de fournir des explications plus précises. »

(1) Procès-verbal de Broussais. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 19.

On voit, à travers ce procès-verbal, les hésitations, les invraisemblances des explications du Duc. C'est que la découverte du foulard était de la plus haute importance. Les procès-verbaux dressés par la Sûreté Générale (1), qui ont été rédigés heure par heure, font revivre avec plus de vie encore l'intensité du drame. Dès la découverte du foulard brûlé, l'interrogatoire du Juge d'Instruction auquel s'est mêlé le Procureur du Roi, s'est fait plus pressant : « Le fait du feu de cheminée dans la chambre de M. de Praslin. disent ces procès-verbaux de la Sûreté Générale, rédigés le 18 août 1847 à deux heures de relevée, est pour ainsi dire concluant, il (2) ne peut pas donner la moindre explication, comment il a allumé une lampe pour voir dans la chambre, alors qu'il faisait grand jour, ni la destruction, en partie, d'un foulard qu'il a déchiré selon lui, parce qu'il était mauvais. On remarque sur un bout des taches de sang. En ce moment, des questions lui (2) sont adressées d'une manière serrée par M. le Procureur du Roi. Il répond avec autant d'abattement que d'invraisemblance. Puis il dit, comme un homme accablé par l'évidence, qu'il comprend que l'affaire de la cheminée est grave et énorme et que, si l'on trouve des taches de sang sur le foulard brûlé, il est perdu... La circonstance du foulard et d'un second, préparé sur la table de nuit, dont il ne s'est pas servi, lui paraît à lui-même un point accusateur. On dirait, d'après son attitude, que des aveux vont compléter la conviction des magistrats qui l'interrogent, comme n'ayant pas d'autres coupables à chercher. »

Après avoir trouvé ce foulard, les Magistrats se sentent désormais sur une piste sûre. Le Duc se voit lui-même perdu ; les Magistrats l'interrogent comme un inculpé ; ils tiennent la charge décisive. C'est, qu'en effet, ce foulard à demi consumé était en faveur de la culpabilité du Duc, un argument bien plus important que la découverte des vêtements tachés de sang et lavés. Et pourtant, dans le rapport où il résumait le lendemain les charges pesant sur le Duc, le Procureur du Roi Boucly les met sur le même plan (3) :

(1) Copie des procès-verbaux de la Sûreté Générale adressée au Chancelier le 25 août 1847 : Procès-verbaux datés du 18 août 1847, 2 heures de relevée. Arch. CC 808. Ces procès-verbaux n'ont pas été publiés.

(2) Il s'agit du Duc.

(3) Rapport du Procureur du Roi Boucly, 19 août 1847. Append. I^v, 3^e alinéa 2^o.

« Immédiatement après le crime, il a lavé lui-même, avec du savon, le revers de sa robe de chambre et il a détruit par le feu une partie de ses vêtements, notamment un foulard dont les débris humides et tièdes ont été retrouvés et saisis dans le foyer... [M. de Praslin] dit avoir jeté par hasard dans la cheminée, où il avait jeté la veille un foulard en mauvais état, qu'il avait pris pour sa coiffe de nuit et qu'il n'a pas remplacé, une allumette qu'il avait allumée en plein jour, il ne sait pourquoi, dans le moment même où il venait de commettre le crime. »

On se rappelle (1) que, lorsque le Duc quitta ses vêtements, un commissaire avait trouvé, passé dans la bretelle de son pantalon, un cordon vert. Après l'avoir interrogé au sujet du foulard, le Juge Broussais appela l'attention du Duc sur ce point (2). Ses explications deviennent de plus en plus pénibles : il répondit que ce cordon était celui d'une poudrière ou d'un sac de plomb ; mais qu'il ne pouvait dire pourquoi ce cordon était sur lui, lorsqu'il s'était déshabillé. Le Duc est anéanti ; ses réponses le prouvent : « Pourquoi, se demande le Procureur du Roi dans son rapport du 19 août (3), ce cordon, à cette place dans un pareil moment, quand on s'est rapidement jeté au bas du lit ? aucune explication (4). »

Au fur et à mesure de leurs constatations, les Magistrats provoquent les dires du Duc. Pour terminer, ils lui rappellent le pistolet d'argen qui a été trouvé dans la chambre de la Duchesse (5). Le Duc reconnut (6) qu'il s'agissait d'une arme lui appartenant ; il l'avait prise pour aller au secours de sa femme ; il niait formellement avoir frappé son épouse avec ce pistolet, non plus qu'avec une autre arme. Quant à l'adhérence des cheveux et de la peau à la crosse du pistolet, il ne pouvait l'expliquer.

Telles furent les premières constatations du Juge Broussais et du Procureur du Roi Boucly. Après avoir consigné les

(1) Voir *supra*, p. 15.

(2) Procès-verbal de Broussais. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 20.

(3) Rapport du Procureur du Roi Boucly, du 19 août 1847. Append. I^r. 3^e alinéa 3^o.

(4) Le Procureur veut dire sans doute : aucune explication plausible.

(5) Voir *supra*, pp. 12 et 13.

(6) Procès-verbal de Broussais. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 21 et Rapport du Procureur du Roi Boucly, 19 août 1847. Append. I^r, 3^e alinéa 4^o.

observations du Duc au sujet du pistolet d'arçon, le Juge clôt la première partie de son procès-verbal. Il y ajoute de suite d'ailleurs (1), mention de la commission pour les docteurs Boys de Loury, Pasquier, Canuet, Tardieu et Simon (2), qu'il charge de visiter le corps du Duc de Praslin.

Cette dernière prescription montrait clairement de quel côté l'instruction s'orientait. Il est certain qu'à ce moment, la conviction des Magistrats est faite : si les taches de sang sont explicables, si même leur lavage peut se concevoir, deux charges terribles pèsent sur le Duc : le foulard brûlé et le pistolet d'arçon. Le foulard, plus que le pistolet, car sur ce dernier objet, il existe des adhérences de chair et de sang qu'il faut faire examiner par un homme de l'art, tandis que le foulard brûlé est un témoignage criant de la culpabilité du Duc. Pourquoi, en un pareil moment, avoir brûlé des vêtements ? sinon pour essayer, par une de ces imprudences dont les assassins sont coutumiers, d'anéantir les preuves matérielles du crime.

Pour la question qui nous intéresse, à savoir le moment où les Magistrats ont été certains de la culpabilité du Duc, il est donc de première importance de connaître l'heure à laquelle le premier procès-verbal de transport sur les lieux du Juge d'Instruction Broussais a été clos. Plusieurs pièces vont nous l'indiquer avec exactitude.

Tout d'abord, le procès-verbal du Juge a certainement été clos avant deux heures de l'après-midi. En effet, les procès-verbaux de la Sûreté Générale, dont une copie est au dossier de la Cour des Pairs (3), notent heure par heure les opérations de justice. Or, à deux heures de relevée, toutes les péripéties qui aboutissent à la découverte du foulard sont minutieusement décrites dans ces procès-verbaux ; on y lit aussi la demande faite par le Juge Broussais et le Procureur, au Duc, au sujet des causes du crime ; il répond qu'il ne connaît pas d'ennemis à la Duchesse. Et, mention

(1) Procès-verbal de Broussais. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 22.

(2) Ce sont ces mêmes praticiens que le Juge a déjà chargés de procéder à l'autopsie du corps de la Duchesse. Cette autopsie eut lieu vers une heure de l'après-midi et dura jusqu'à trois heures trois quarts (Cf. Rapport d'Orfila et Tardieu sur les causes de la mort du Duc, du 28 août 1847. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, p. 176).

(3) Copie des procès-verbaux de la Sûreté Générale dressés le 18 août 1847 à deux heures de relevée, adressée au Chancelier le 25 août 1847. Arch. CC 808.

de cette réponse se trouve également presque à la fin du procès-verbal du Juge Broussais (1).

Mais l'heure de clôture du procès-verbal du Juge peut encore être fixée avec plus de précision : Dans son rapport du 30 août (2), le Procureur du Roi indique que la surveillance qui se resserrait autour du Duc : « n'a atteint son dernier degré de rigueur que vers une heure de l'après-midi, aussitôt après l'interrogatoire. » Un autre document est encore plus net, c'est le rapport d'Orfila, Doyen de la Faculté de médecine de Paris et de Tardieu, Professeur à la même Faculté, qui furent chargés par le Chancelier (3) de rechercher les causes de la mort du Duc (4). Dans ce rapport, qui fut déposé le 28 août 1847, les praticiens notent que : « les déclarations de M. de Praslin ont occupé une grande partie de [la] première matinée et ont duré jusqu'à l'heure où l'on a procédé à l'autopsie de Madame la Duchesse, c'est-à-dire à midi trois quarts. »

On peut donc admettre avec certitude que les premières opérations judiciaires ont été terminées vers une heure de relevée. A ce moment, des charges écrasantes pèsent sur le Duc. Afin d'examiner la responsabilité des Magistrats, nous devons connaître le reste de leurs opérations et nous verrons également si à cette heure le Duc s'est déjà empoisonné.

III

Les nouvelles investigations des Magistrats vont étayer et confirmer leur conviction touchant la culpabilité du Duc. Cependant, il n'y aura plus de découvertes aussi accablantes que celles faites le matin.

Quand ils reprennent dans l'après-midi leurs opérations, les Magistrats reviennent dans la chambre de la Duchesse, y découvrent des gouttelettes de sang (5) qui ont jailli sur la tenture de la chambre et sur les rideaux ; et ils en tirent la conclusion que c'est dans son lit même que la Duchesse paraît avoir été d'abord frappée.

Ils notent également un détail particulièrement curieux :

(1) Procès-verbal de Broussais. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 20.

(2) Rapport du Procureur du Roi Boucly, 30 août 1847. Append. 1^{er}, 14^e alinéa.

(3) Le 25 août 1847.

(4) *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, p. 176.

(5) Procès-verbal de Broussais. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 24.

la gâche du verrou de sûreté de la porte allant du cabinet de toilette à la chambre de la Duchesse avait été démontée à l'avance, et les Magistrats la découvrirent sur un des lambris de la chambre, à trente centimètres à peu près de la porte. Ainsi donc, la Duchesse ne pouvait s'enfermer chez elle, et le crime avait été de toute évidence prémédité.

Le lendemain, dès le début du rapport où il résumait les charges pesant sur le Duc (1), le Procureur du Roi notait comme particulièrement importante cette constatation qui, isolée, n'apportait d'ailleurs aucune preuve touchant la culpabilité du Duc, mais qui était seulement susceptible de l'aggraver si par d'autres moyens elle était démontrée.

Vers trois heures trois quarts (2), les médecins Boys de Loury, Pasquier, Canuet, Tardieu et Simon (3), commis par le Juge d'Instruction Broussais (4), examinèrent le Duc et recherchèrent s'il portait sur quelque partie de son corps des traces de plaies, contusions ou blessures récentes, pouvant être le résultat d'une lutte. En effet, les Magistrats (5) avaient remarqué que, d'après le désordre de la chambre de la victime, une lutte désespérée avait dû opposer l'assassin et la Duchesse.

L'examen médical du Duc eut lieu dans sa chambre en présence des Magistrats. Tous le sentent coupable : aussi le traite-t-on sans égards : « Il était facile, lit-on dans les procès-verbaux de la Sûreté Générale (6), de remarquer que ce personnage inculpé ne leur imposait pas même cet intérêt et les procédés mis en usage dans beaucoup de cas graves... Je ne puis me défendre du besoin d'exprimer qu'il s'est soumis à la visite des médecins qui ont tout exigé dans la rigueur de leur ministère, comme un homme qui s'avoue coupable. Il fallait savoir son nom et la dignité dont il est revêtu pour

(1) Rapport du Procureur du Roi Boucly, 19 août 1847. Append. I^r, 2^e alinéa.

(2) Cette heure résulte du rapport d'Orfila et de Tardieu sur les causes de la mort du Duc du 28 août 1847. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, p. 176 et de la copie des procès-verbaux de la Sûreté Générale, datés du 18 août 1847, quatre heures trois quarts. Arch. CC 808.

(3) Cf. le procès-verbal de visite du corps du Duc de Praslin, rédigé le 18 août 1847 par ces praticiens. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, pp. 42 à 44.

(4) Voir *supra*, p. 20.

(5) Procès-verbal de Broussais. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 25.

(6) Copie des procès-verbaux de la Sûreté Générale, datés du 18 août 1847, quatre heures trois quarts. Arch. CC 808.

reconnaître qu'il ne s'agissait pas d'un de ces criminels ordinaires que nous voyons tous les jours. »

Cependant, les conclusions des praticiens avaient été loin d'être concluantes contre le Duc ; elles étaient, au contraire, très prudentes. Les médecins relevaient (1) sans doute sur ses mains et à une jambe des traces d'excoriations et de contusions récentes parmi lesquelles on distinguait manifestement plusieurs coups d'ongles. Il s'agissait, d'après les médecins, de blessures légères, qui pouvaient être le résultat d'une lutte. Ainsi donc, les hommes de l'art n'affirmaient rien et se contentaient de formuler une hypothèse. Le Duc expliquait ces excoriations qui, aux yeux du Procureur du Roi étaient une charge grave (2), par des habitudes de travaux manuels et par la chute récente d'une malle sur sa main gauche (3).

Après cet examen (3), le Procureur du Roi, Boucly, quitte momentanément l'hôtel ; il annonce au Chef de la Sûreté Générale, Allard, que le Duc va être arrêté et transféré dans une prison. Où se rend-il ? Rien ne nous l'indique ; mais il est à présumer qu'il va chez son chef, le Procureur Général Delangle.

Le Juge Broussais va encore continuer l'examen des lieux, dans le jardin cette fois (4) et il fait le tour de la maison à l'extérieur. Ce sont là des investigations nécessaires pour examiner les complicités possibles, qui prouvent au surplus le soin minutieux avec lequel est menée l'instruction. Elles n'apportent d'ailleurs aucun élément nouveau.

Cependant, d'après les procès-verbaux de la Sûreté Générale (5), le Procureur du Roi Boucly revient sur les lieux vers sept heures et demie, et il annonce que le Duc ne peut être arrêté que de l'avis de la Cour des Pairs. Il semble donc que depuis quatre heures, il a changé d'avis et on peut penser que c'est son Chef, le Procureur Général Delangle, qui a modifié son opinion.

Cependant, le Juge d'Instruction Broussais va encore jus-

(1) Procès-verbal de visite du corps du Duc de Praslin. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 44.

(2) Rapport du Procureur du Roi Boucly, du 19 août 1847. Append. I^r, 3^e alinéa 5^o.

(3) Copie des procès-verbaux de la Sûreté Générale, datés du 18 août 1847, quatre heures trois quarts. Arch. CC 808.

(4) Procès-verbal de Broussais. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 26.

(5) Copie des procès-verbaux de la Sûreté Générale, datés du 18 août 1847, sept heures et demie. Arch. CC 808.

qu'à une heure du matin entendre Charpentier, le valet de chambre du Duc, un des domestiques qui, le matin, alerté par les cris de la Duchesse, s'est précipité dans la chambre (1) du crime.

Ce sont des charges morales contre le Duc que le Juge recueille maintenant de la bouche du valet de chambre qui, avec la prolixité propre aux gens du peuple, explique longuement la mésintelligence existant entre le Duc et la Duchesse. L'épouse outragée reprochait à son mari les relations adultères qu'il entretenait avec M^{lle} Deluzy, qui avait été pendant cinq ans la gouvernante de ses filles. A la suite d'une série de scènes et d'altercations, un mois avant l'événement tragique, la Duchesse avait enfin obtenu le renvoi de cette demoiselle, au moment où toute la famille se rendait au château de Vaux-Praslin, propriété du Duc, près de Melun. Le domestique insista sur une série de détails qui en disaient long et sur l'intimité du Duc et de la gouvernante, et sur le calvaire subi par la Duchesse qui, avant le départ d'Henriette Deluzy, mangeait seule dans sa chambre, pour ne pas se trouver à la même table que celle qu'elle regardait comme sa rivale.

Les détails s'ajoutent aux détails : il est une heure du matin. Le Juge Broussais qui est sur les lieux depuis la veille à huit heures du matin, a enfin droit au repos. Il arrête donc ses opérations et il indique à la fin de son procès-verbal de transport (2) : « Nous avons cru alors devoir nous retirer, pour prendre quelques heures de repos », montrant ainsi que, devant ce grand forfait, il estimait n'avoir complètement rempli son devoir qu'après avoir interrogé et pratiqué des perquisitions durant dix-sept heures consécutives.

En parlant, les Magistrats remarquent, pour la première fois que le Duc est malade. Ils n'y attachent, sur le moment, aucune importance, et le Juge d'Instruction Broussais n'en parle même pas dans son procès-verbal de transport. Mais, dans son rapport du 30 août 1847 (3), le Procureur du Roi Boucly précise comment il a eu connaissance des premiers symptômes de l'indisposition du Duc : « C'est dans la soirée

(1) Procès-verbal de Broussais. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 27. Procès-verbal d'audition du témoin Charpentier Auguste. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, pp. 52 à 59.

(2) Procès-verbal de Broussais. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, pp. 27 et 28.

(3) Rapport du Procureur du Roi Boucly, du 30 août 1847. Append. I^{er}, 8^e alinéa.

du mercredi qu'on m'a annoncé que M. le Duc de Praslin se trouvait indisposé et qu'il avait eu quelques vomissements. » Ces troubles gastriques avaient commencé vers dix heures du soir et le Docteur Reymond (1), appelé près de lui, n'en avait pas été autrement ému. On attribuait (2) cet état à la fatigue du Duc, à la chaleur, aux émotions de la journée. D'ailleurs, à la suite d'ingestion de vin de Bordeaux et de glace, le malade devint vite plus calme ; le Docteur Reymond et les Magistrats s'en allèrent tranquilles sur l'état de santé du Duc ; alors que c'étaient les premiers symptômes de l'empoisonnement qui venaient ainsi de se manifester.

Quelle est à la fin de la journée du 18 août 1847 l'opinion des Magistrats touchant la culpabilité du Duc ? Nous la connaissons avec certitude d'après une double lettre adressée au Garde des Sceaux par le Procureur Général Delangle, le 18 août 1847 (3). L'heure à laquelle fut écrite cette missive n'est malheureusement pas indiquée. Tout au plus, peut-on supposer qu'elle a été adressée après l'entretien qu'il a eu avec le Procureur du Roi Boucly quand ce dernier est sorti vers quatre heures, en disant (4) au Chef de la Sûreté, Allard, qu'on allait arrêter le Duc. Il est à présumer que le Procureur du Roi a conféré à ce moment avec le Procureur Général, puisqu'il est revenu, en rapportant des instructions différentes, à savoir qu'il fallait (5) l'avis de la Cour des Pairs pour opérer cette arrestation. Et, d'autre part, il est vraisemblable que le Procureur Général a attendu les renseignements du Procureur du Roi sur la marche de l'instruction pour avertir à son tour le Garde des Sceaux.

Quoiqu'il en soit, cette lettre du Procureur Général Delangle, du 18 août 1847, est fort intéressante à un double point de vue : d'abord, parce qu'elle indique avec netteté que « les soupçons les plus graves » pèsent sur le Duc, et ensuite que c'est là quelque chose de si important qu'il faut encore le cacher ; et c'est ce qui explique la double lettre assez curieuse qui est aux archives : d'abord la lettre officielle, banale, avertissant simplement du crime ; puis à côté la missive per-

(1) Déposition du Docteur Reymond, reçue par le Chancelier de France, le 24 août 1847. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, p. 185.

(2) Rapport du Procureur du Roi Boucly, du 30 août 1847. Append. I^{er}, 8^e alinéa.

(3) Voir Append. I^{er} et I^{er}.

(4) Voir *supra*, p. 23.

(5) Voir *supra*, p. 23.

sonnelle, confidentielle, qui trahit dans la précipitation de son style, les lourds soucis du Procureur Général (1).

IV

Dès huit heures du matin, le 19 août 1847, le Procureur Général Delangle écrit au Garde des Sceaux (2) : « Il n'est plus permis de conserver de doute sur la culpabilité du Duc de Praslin : c'est lui qui a tué sa femme. Cette opinion est celle de tous les Magistrats qui se sont occupés de cette funeste affaire ; c'est aussi l'opinion des médecins et de la police. » On ne saurait être plus affirmatif. Cette lettre qui a l'avantage de porter non seulement une date, mais une heure précise, montre que les Magistrats sont tous du même avis. Or, les opérations de la veille après-midi n'ayant guère apporté d'éléments nouveaux, comme nous l'avons vu, il est indéniable que les Magistrats sont certains de la culpabilité du Duc depuis les investigations de la matinée du 18 août.

Pendant la matinée du 19 août, les opérations judiciaires se ralentissent. Le Procureur du Roi Boucly avait jusque-là assisté le Juge Broussais dans ses actes d'instruction ; il avait maintenant à rendre compte ; et, on comprend combien, dans ce crime où était intéressé un Duc et Pair, ce rapport était important et impatiemment attendu.

On ne voulut plus interroger le Duc (3) ; le mal signalé la veille avait augmenté, et le Juge décida par humanité, de ne plus renouveler pour lui les émotions de la journée précédente. Il entendit quelques témoins, interrogea M^{lle} Deluzy (4) qui se défendit avec habileté, et, pendant ce temps (5) le Procureur du Roi rédigeait un résumé des charges pesant contre le Duc.

Ce rapport (6), qui est daté du 19 août 1847, à une heure moins un quart, rappelait d'abord les constatations matérielles faites par les Magistrats qui avaient remarqué notamment que la communication était forcément libre entre la chambre à coucher de la Duchesse et l'appartement du Duc.

(1) Voir Append. I¹ et I¹¹.

(2) Voir Append. I¹¹¹.

(3) Rapport du Procureur du Roi Boucly, 30 août 1847. Append. I^{ix}, 11^e alinéa.

(4) Interrogatoire de Mademoiselle Deluzy. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, pp. 81 à 92.

(5) Rapport du Procureur du Roi Boucly, 30 août 1847. Append. I^{ix}, 11^e alinéa.

(6) Append. I^v.

tandis que toutes les issues étaient fermées entre la chambre à coucher et l'extérieur.

Puis, le Procureur du Roi groupait en cinq catégories, les charges prouvant la culpabilité du Duc : 1° les taches de sang de ses vêtements ; 2° le lavage de certains de ses habits et la destruction par le feu de certaines pièces d'habillement ; 3° la découverte entre une de ses bretelles et sa chemise, sur sa poitrine, d'un cordon ; 4° la trouvaille de son pistolet maculé de sang et de chair dans la chambre de la Duchesse ; 5° les égratignures et les excoriations de son corps.

Dans la conclusion de son rapport, le Procureur du Roi était particulièrement affirmatif : « Tels sont (1)... les principaux résultats de l'instruction, ils dirigent et puis même dire qu'ils fixent, quant à présent, l'inculpation sur M. de Praslin. »

Ces conclusions sont donc définitives. Il convient de noter que parmi les cinq charges que relève le Procureur du Roi, quatre avaient été découvertes le 18 août 1847, avant une heure de relevée. Et la cinquième : les égratignures du Duc étaient, dès ce moment, suspectes ; puisque c'est à une heure, quand il clôt son procès-verbal, que le Juge Broussais commit les médecins pour examiner les contusions du Duc.

En transmettant ce rapport par une lettre datée de midi (2), le Procureur Général Delangle écrivait au Garde des Sceaux : « Il n'y a pas à l'heure qu'il est, un doute possible sur la culpabilité de M. de Praslin. »

L'après-midi, nouvelle lettre du Procureur du Roi Boucly au Procureur Général (3). On peut en dater l'heure avec assez d'exactitude, car elle relate la découverte faite sous la fenêtre de la chambre du Duc, à l'entrée d'une cave, de nouveaux débris de vêtements brûlés parmi lesquels : « se trouvent des parcelles et des boutons de gilet et de chemise. » Cette trouvaille corroborait celle du foulard faite la veille dans la cheminée et démontrait à l'évidence que le Duc avait voulu faire disparaître par le feu certains effets qu'il avait sur lui au moment du crime. Or, cette nouvelle découverte a été faite par le Commissaire de police Truy et c'est vers trois heures de relevée que le Juge Broussais (4) en est informé et la mentionne sur son procès-verbal.

(1) Append. I^v, 4^e alinéa.

(2) Append. I^{iv}.

(3) Append. I^{vi}.

(4) Procès-verbal de Broussais. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 28.

Donc, c'est après trois heures que le Procureur Boucly écrit au Procureur Général cette nouvelle lettre. Pourquoi lui écrire encore ? Il l'a vu le matin, car Delangle est venu à l'hôtel Praslin (1). Il lui a envoyé, à une heure moins le quart, un rapport. S'il lui envoie encore une lettre, c'est pour lui dire que le Duc de Praslin se trouve depuis quelques heures dans un état de faiblesse qui empire. Il lui indique que le Duc présente en ce moment les symptômes d'une sorte de choléra (2) et que son pouls baisse continuellement. D'autre part, le Procureur du Roi a une autre préoccupation dont il veut faire part à son Chef. En même temps qu'il signale les malaises persistants du Duc, il annonce la visite du Chancelier de la Chambre des Pairs (3) qui est venu à l'hôtel Praslin. S'appuyant sur le flagrant délit, le Chancelier pensait que l'arrestation du Duc était possible.

Ainsi donc, dans cet après-midi du 19 août 1847, les Magistrats sont inquiets de la maladie du Duc ; mais on ne leur parle pas d'empoisonnement. Dans son rapport du 30 août, le Procureur du Roi Boucly est formel sur ce point (4) : « L'état de M. de Praslin nous avait toujours été présenté ce jour-là, comme ayant de la gravité, sans qu'il y eut à craindre un danger actuel, et rien de ce qui nous fut dit de la nature du mal, de ses causes et du traitement ne dut nous inspirer la crainte d'un empoisonnement (5). »

Indépendamment des lettres qu'il avait écrites au Procureur Général, le Procureur du Roi alla encore voir son Chef dans la soirée (6). Delangle lui indiqua que l'on faisait courir le bruit que le Duc s'était enfui, après avoir corrompu

(1) Rapport Procureur du Roi Boucly, 30 août 1847. Append. I^{ix}, 11^e alinéa.

(2) A ce moment, deux médecins, le Docteur Reymond et le Docteur Louis soignaient le Duc. Tous deux étaient médecins de la famille (Rapport du Procureur du Roi Boucly, 30 août 1847. Append. I^{ix}, 8^e et 10^e alinéa). Il semble que le Docteur Louis ait vu de suite que c'était ou le choléra ou un empoisonnement, mais que par scrupule professionnel il n'ait pas voulu parler de l'empoisonnement, car c'eût été dénoncer le Duc (VICTOR HUGO, *Choses vues*, p. 230).

(3) Il était déjà venu la veille. Voir *infra*, p. 60.

(4) Append. I^{ix}, 11^e alinéa.

(5) Entendu le 24 août 1847 par le Chancelier, le Docteur Reymond prétendit avoir parlé le jeudi matin au Procureur du Roi de la possibilité d'un empoisonnement par l'arsenic. Le jour même, Boucly écrivit au Chancelier pour le démentir (*Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, pp. 186 et 191).

(6) Copie des procès-verbaux de la Sûreté Générale datés du 19 août 1847, à 7 heures du soir. Arch. CC 808.

deux agents. C'étaient les légendes sur l'affaire de Praslin qui commençaient.

V

La journée du 20 août 1847 devait être la dernière où les Magistrats de l'ordre judiciaire allaient avoir à diriger les opérations. En effet, dès le 19 août 1847 (1), le Roi qui était à Eu convoquait la Cour des Pairs pour procéder à l'instruction et au jugement du crime imputé au Duc de Praslin. Elle était reçue par le Chancelier seulement le 20 août dans la journée (2) et dès le 21 août commencera officiellement la procédure devant la Cour des Pairs.

Il n'existe, de ce jour, qu'une lettre du Procureur du Roi au Procureur Général datée de dix heures trente du matin (3). Fait assez curieux, cette lettre est déchirée en huit morceaux et elle est particulièrement angoissée. Boucly y explique que les Magistrats se proposent encore de rechercher des traces de vêtements brûlés ; on a vidé la fosse d'aisances dans ce but, mais inutilement : « Il va falloir recommencer toutes les perquisitions avec un soin tout particulier, écrit le Procureur du Roi Boucly ; ceci est d'autant plus fâcheux que ces perquisitions doivent avoir lieu principalement dans l'appartement du Duc et que son état de santé ne s'améliore pas. Le Docteur Louis trouve son état très grave. »

Dans son rapport du 30 août (4), le Procureur Boucly explique avec plus de détails ses conversations avec le Docteur Louis : ce praticien pensait toujours à une attaque de choléra et d'après lui, c'était une aggravation que vingt-quatre heures écoulées sans amélioration.

Cependant, pour compléter les opérations judiciaires, il était indispensable de faire dans l'appartement particulier du Duc une nouvelle perquisition car : « jusque-là le principal instrument du crime... avait échappé (5), et il fallait épuiser les moyens de le retrouver et de le saisir. »

(1) L'ordonnance royale est dans *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, pp. 93 et 94.

(2) Déclarations du Chancelier. Séance secrète de la Cour des Pairs du 21 août 1847. *Cour des Pairs de France. Assassinat de Madame la Duchesse de Praslin. Procès-verbal des séances relatives à cette affaire*. Paris, 1847, p. 14.

(3) Append. I^{vi}.

(4) Rapport du Procureur du Roi Boucly, le 30 août 1847. Append. I^{ix}, 12^e alinéa.

(5) Rapport du Procureur du Roi Boucly, le 30 août 1847. Append. I^{ix}, 13^e alinéa.

Cette dernière opération fut pratiquée vers deux heures de relevée (1) ; comme l'état de santé du Duc ne permettait pas qu'il y fût présent, on le transporta dans une pièce de l'hôtel au deuxième étage et les Magistrats se livrèrent à « de scrupuleuses investigations qui amenèrent la découverte de fragments de poignard sur lesquels il y avait du sang » (2). C'est dans le tiroir d'un bureau placé dans la chambre du Duc que cette trouvaille fut faite. Les Magistrats étaient fort contents de cette découverte (3) et il leur parut que c'était là, l'arme du crime (4).

Mais lors de cette perquisition, les Magistrats (5) allaient encore saisir, dans un tiroir du même meuble, trois petites fioles dont les étiquettes indiquaient qu'il s'agissait d'eau forte et de laudanum (6). Cette trouvaille avait impressionné le Procureur du Roi : « Emu par la coïncidence de cette dernière découverte, avec le mal dont M. de Praslin était atteint depuis le mercredi soir, j'eus, écrit-il dans son rapport du 30 août (7), avec M. Reymond, un entretien dans lequel il me dit que la maladie de M. de Praslin ne pouvait pas être le résultat d'un empoisonnement par le laudanum, qu'elle présentait plutôt quelques symptômes d'un empoisonnement par l'arsenic, qu'au reste, le poison pris depuis deux jours devait avoir produit son effet et qu'un mieux se manifestant, il pouvait y avoir sécurité pour l'avenir (8). »

(1) Procès-verbal de perquisition dans la chambre à coucher du Duc de Praslin. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, pp. 48 à 51. Rapport du Procureur du Roi, 30 août 1847. Append. I^x, 13^e alinéa.

(2) Rapport du Procureur du Roi, 30 août 1847. Append. I^x, 13^e alinéa.

(3) Copie des procès-verbaux de la Sûreté Générale, datés du 20 août 1847. Arch. CC 808.

(4) En effet, le 23 août 1847, le Baron Pasquier, Chirurgien du Roi, Tardieu, Professeur agrégé et Chevallier, Membre de l'Académie de Médecine, commis le 22 août 1847 par le Chancelier, conclurent qu'il existait du sang desséché sur le poignard (*Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, p. 129) et qu'à part deux plaies contuses existant à la région frontale droite de la Duchesse, toutes les autres blessures pouvaient avoir été faites avec ce poignard.

(5) Procès-verbal de perquisition dans la chambre à coucher du Duc. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 50.

(6) C'était d'ailleurs bien du laudanum et de l'eau forte qui se trouvaient dans ces fioles (Procès-verbal des expertises chimiques de Chevallier, déposé le 24 août 1847. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, pp. 108 et 109).

(7) Rapport du Procureur du Roi, du 30 août 1847. Append. I^x, 13^e alinéa.

(8) Le Procureur du Roi Boucly rapportait à peu près dans les mêmes termes son entretien avec le Docteur Reymond dans la lettre

Cependant, les inquiétudes du Procureur du Roi n'étaient que trop justifiées : « Peu de moments après cette conversation, dira le Procureur du Roi dans son rapport du 30 août (1), pendant que M. le Juge d'Instruction dressait le procès-verbal de la perquisition opérée, un agent du service de sûreté apporta une très petite fiole qui renfermait une matière blanche et qu'on nous annonça avoir été trouvée dans la poche de la robe de chambre de M. de Praslin. » Deux médecins, les Docteurs Reymond et Boys de Loury, auxquels cette fiole fut présentée (2) ne reconnurent pas la nature de la substance. Elle devait être soumise à l'examen du chimiste Chevallier (3) qui spécifia qu'il s'agissait d'arsenic blanc connu sous le nom d'acide arsenieux.

En même temps, la juridiction de la Cour des Pairs commençait à s'exercer. A deux heures de l'après-midi, le Docteur Andral était commis par le Chancelier (4) pour vérifier et constater l'état de santé du malade. Le Chancelier a reçu à ce moment l'ordonnance royale du 19 août convoquant la Cour des Pairs pour procéder à l'instruction (5) ou tout au moins il l'attend d'un moment à l'autre. Il a l'intention de délivrer un mandat contre le Duc et il veut savoir si ce dernier peut être transporté à la prison du Luxembourg. C'est dans ce but qu'il envoie le Docteur Andral procéder à l'examen du Duc. Les rapports de ce praticien sont assez inquiétants, sans conclure nettement à l'empoisonnement. Lors de la première visite que le Docteur Andral fait à l'hôtel Praslin, il déclare que le Duc n'est pas transportable. A la demande du Chancelier, il retourne le voir à onze heures du soir et, constatant une amélioration notable, il admet cette fois qu'il peut être conduit sans danger à la prison du Luxembourg.

qu'il adressa au Chancelier, le 24 août 1847, au sujet de la déposition de ce praticien reçue ce même jour par le Chancelier (*Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, p. 191).

(1) Rapport du Procureur du Roi, du 30 août 1847. Append. I^{er}, 13^e alinéa et Procès-verbal de perquisition dans la Chambre à coucher du Duc. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 50.

(2) Déposition Docteur Reymond devant le Chancelier, 24 août 1847. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, p. 188. Rapport Procureur du Roi Boucly, 30 août 1847. Append. I^{er}, 13^e alinéa.

(3) Procès-verbal des expertises chimiques de Chevallier, du 24 août 1847 (*Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, p. 112).

(4) Les deux rapports du Docteur Andral, du 20 août 1847, datés de trois heures de l'après-midi et de onze heures du soir, sont dans *Cour des Pairs. Procès-verbaux*. Supplément, pp. 223 à 225.

(5) Voir *supra*, p. 29.

Le 20 août, au soir, quelle est la situation au moment où va cesser la compétence des Magistrats de droit commun ? Toutes les recherches et investigations ont été faites avec rapidité et avec un grand zèle. On peut seulement regretter que la visite minutieuse de la chambre du Duc qui était tellement importante qu'elle devait amener la découverte de l'arme du crime, ait eu lieu seulement deux jours après l'assassinat. Mais, cette remarque faite, on ne peut que louer la conscience professionnelle des Magistrats.

Quand finit cette journée du 20 août 1847, on peut penser que le Duc a absorbé une substance nocive : la découverte de la fiole suspecte jointe aux symptômes du Duc est probante à cet égard. Dès ce moment, la responsabilité des Magistrats paraît lourde : le Duc, sur lequel de graves charges pesaient, n'a pas été arrêté ; il a été seulement gardé à vue et en a profité pour s'empoisonner.

VI

Dès la réception, le 20 août 1847 (1), de l'ordonnance royale du 19 août portant convocation de la Cour des Pairs, le Chancelier décernait mandat de dépôt afin de faire légalement incarcérer le Duc.

Comme on redoutait des désordres, que les nombreux rassemblements qui s'étaient formés aux environs de l'hôtel Praslin pouvaient faire craindre, on attendit la nuit pour transférer le Duc dans la maison de justice du Luxembourg. Cette translation se fit le 21 août, à cinq heures du matin (2).

Désormais, les Magistrats de l'ordre judiciaire n'allaient plus être que les délégués de la Cour des Pairs. Delangle avait été nommé par la même ordonnance royale du 19 août 1847, qui convoquait la Cour des Pairs, Procureur Général près la Cour des Pairs (3). Par ordonnance du Roi, datée du 20 août, Boucly avait été nommé Avocat Général près la

(1) Explications du Chancelier Pasquier à la séance secrète de la Cour des Pairs du 21 août 1847. *Cour des Pairs. Procès-verbal des séances*, p. 15.

(2) Procès-verbal dressé le 21 août 1847 par le Directeur de la maison de justice de la rue de Vaugirard, à l'effet de constater l'entrée du Duc de Praslin dans cette prison. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, pp. 149 et 150.

(3) Voir cette ordonnance : *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, p. 94.

Cour des Pairs (1) : « Vu, disait l'intitulé de l'ordonnance, l'instruction commencée sur les réquisitions et le concours de M. Boucly, notre Procureur près le Tribunal de la Seine. » Le Juge d'Instruction Broussais n'agissait plus que par délégation du Chancelier Pasquier, Président de la Cour des Pairs (2) et le Chancelier lui adjoignit, le 24 août 1847, un de ses collègues, Legonidec, également Juge d'Instruction au Tribunal de la Seine (3).

Les recherches judiciaires ne furent plus d'ailleurs que le complément des investigations déjà pratiquées. Toute l'attention se concentrait désormais sur la chambre de la prison du Luxembourg où agonisait le Duc (4).

Au moment de son transfèrement, le Duc éprouvait un refroidissement sensible des extrémités ; mais une heure après, son visage était devenu plus calme (5). Ce sont ces améliorations suivies, d'ailleurs, de brusques aggravations, qui firent croire plus tard, à tort comme nous le verrons, à plusieurs (6) ingestions successives de poison.

Dans l'après-midi du 21 août 1847, à l'issue de la séance de la Cour des Pairs qui confia au Chancelier le soin de continuer l'instruction, celui-ci alla interroger le Duc (7). Le Chancelier était assisté des Pairs, membres de la commission d'instruction (le Duc Decazes, le comte de Pontécoulant,

(1) Voir cette ordonnance : *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, p. 95. Le Procureur Général Delangle, dans sa lettre du 19 août au Garde des Sceaux, l'avait demandé (Append. I^{IV}, 4^e alinéa).

(2) Délégation fort large d'ailleurs, en date du 21 août 1847. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, p. 99.

(3) *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, p. 100.

(4) Un nouveau médecin, le Docteur Rouget, médecin de la Chambre des Pairs, soignait le Duc avec le Docteur Andral et le Docteur Louis. Par contre, le Docteur Reymond ne semble plus avoir eu accès près de lui.

(5) Rapport de Rouget, médecin de la Chambre des Pairs, constatant l'état du Duc de Praslin pendant son séjour dans la prison du Luxembourg et les soins qui lui ont été donnés jusqu'à son décès. *Cour des Pairs. Procès-verbaux. Supplément*, p. 229.

(6) Cf. ce que dit à ce sujet, sur la journée du 21 août, TARDIEU, *Etude médico-légale et clinique sur l'empoisonnement*. Paris, 1867 p. 387, note 1, où il reproduit un de ses articles parus en 1847 sous le titre : *Empoisonnement par l'acide arsénieux* : Mort le sixième jour, dans les *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*, t. XXXVIII, p. 390.

(7) *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série. Interrogatoires des inculpés, pp. 201 à 204. Cf. ce que dit le Chancelier Pasquier sur cet interrogatoire à la séance de la Cour des Pairs du 30 août 1847. *Cour des Pairs. Procès-verbal des séances*, p. 36.

le Comte de Sainte-Aulaire, Cousin, Laplagne-Barris, Vincens Saint-Laurent). A cause de l'état de faiblesse du Duc de Praslin, cet interrogatoire dura fort peu de temps. Il n'amena aucun aveu, non plus qu'aucune dénégation formelle.

Le 22 août 1847, le Duc est de plus en plus malade (1). L'empoisonnement à l'arsenic ne fait plus de doute, car le chimiste Chevallier a découvert trace de cette substance dans les déjections du Duc. Le 23, les symptômes s'aggravent, mais l'intelligence conserve toute son intégrité (2). Le 24 août, à sept heures du matin (2), la vue devenait très trouble, le pouls très faible, mais l'esprit n'était toujours pas touché.

C'est vraisemblablement à ce moment que le Grand Référendaire Duc Decazes se rendit auprès du Duc de Praslin. Lors de la séance de la Cour des Pairs du 30 août 1847, il devait raconter ce suprême entretien (3). Le Duc Decazes essaya d'obtenir de celui qui allait mourir un aveu de son crime ; ce fut en vain. Il réussit du moins à faire reconnaître par le Duc de Praslin, et c'est là ce qui nous intéresse, qu'il avait pris de l'arsenic (4), le jour du crime, au moment où il s'était aperçu « par les mesures dont il était l'objet que de graves soupçons s'élevaient contre lui » ; et cet arsenic, le Duc de Praslin l'indiqua, provenait bien du petit flacon saisi dans sa robe de chambre le 20 août. Le Grand Référendaire (5) lui demanda encore qui lui avait procuré le poison. Le Duc de Praslin assura ne l'avoir reçu de personne et l'avoir apporté du château de Vaux-Praslin, la veille du crime. Par ailleurs, il se défendait contre l'idée qu'on pût supposer qu'il s'en fut muni pour attenter aux jours de sa femme.

Cette ultime conversation du Duc de Praslin et du Grand Référendaire présente le plus grand intérêt. Quoique le Duc

(1) Rapport de Rouget sus-visé. *Cour des Pairs. Procès-verbaux. Supplément*, p. 231.

(2) Quatrième rapport d'Andral au Chancelier de France. *Cour des Pairs. Procès-verbaux. Supplément*, p. 226.

(3) *Cour des Pairs. Procès-verbal des séances*. Séance secrète du 30 août 1847, p. 47. VICTOR HUGO, qui siégeait comme Pair, l'a narré dans *Choses vues*, pp. 234-235.

(4) Il spécifia qu'il n'avait pas pris de laudanum, comme la découverte des fioles dans sa chambre aurait pu le donner à penser.

(5) Théoriquement le Grand Référendaire était le Pair chargé de la garde des archives. Mais dans cette affaire, le Duc Decazes paraît avoir secondé activement le Chancelier dans l'instruction.

Decazes eut ainsi agi en ami plus qu'en membre de la commission d'instruction et qu'il n'eut, par suite, rédigé aucun procès-verbal officiel, le témoignage qu'il devait faire de ces dernières confidences, six jours plus tard devant ses collègues de la Pairie, est des plus probants. Si le Duc n'avouait pas son crime, du moins reconnaissait-il tout ce qui se rapportait à son empoisonnement et à son suicide. Il fixait surtout, et c'est le point qui nous intéresse, l'époque de l'ingestion du poison.

Le Chancelier qui épiait un aveu du coupable, essaya encore de l'interroger. Fait assez curieux, le procès-verbal constatant ce dernier interrogatoire, qui ne porte aucune signature et qui n'a pas été imprimé dans les publications officielles du procès, a été retrouvé parmi les papiers d'un sieur Calais, ancien secrétaire du Chancelier et n'a été transmis aux Archives qu'en 1868 (1). En ce suprême moment, le Duc de Praslin agonisant, refusait encore de se déclarer coupable.

Ce même jour, à quatre heures, trente-cinq minutes de l'après-midi, il expirait (2). A cinq heures, le Procureur du Roi, Boucly, se transportait auprès du corps, le reconnaissait comme étant celui du Duc de Praslin et dressait procès-verbal de ses constatations. Cette formalité insolite montre assez les précautions qu'on prenait, dès ce moment, contre les accusations de substitution.

Le 25 août 1847 (3), le Chancelier Pasquier ordonnait l'autopsie du corps du Duc de Praslin. Elle devait être faite par les médecins les plus illustres de l'époque : Orfila, Doyen de la Faculté de Médecine de Paris, membre de l'Académie Royale de Médecine (4) et Tardieu, Agrégé de la Faculté de Médecine. L'autopsie devait avoir lieu en présence des médecins que nous connaissons déjà : Andral, Louis et Rouget. Legonidec, Juge d'Instruction au Tribunal de la Seine, devait assister aux opérations d'autopsie.

Celle-ci fut pratiquée le 25 août 1847, à cinq heures. Bou-

(1) Arch. CC 808.

(2) Procès-verbal de constatation du décès du Duc de Praslin dressé par Boucly, Procureur du Roi près le Tribunal civil de la Seine, le 24 août 1847, à cinq heures de l'après-midi (*Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, pp. 151-152).

(3) L'ordonnance se trouve dans : *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, p. 157.

(4) Les titres de ces médecins sont énumérés dans le procès-verbal constatant leur prestation de serment de remplir leur mission en leur honneur et conscience (*Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, p. 158).

cly était également présent. D'après leurs conclusions (1), les médecins pensaient que la mort du Duc résultait de l'ingestion d'une substance irritante ; mais, pour eux l'analyse chimique des viscères extraits du cadavre était nécessaire pour déterminer d'une manière positive la cause de la mort.

Orfila et Tardieu eurent donc à examiner certaines parties des viscères extraits du cadavre et notamment le foie pour lequel le Doyen Orfila venait de découvrir une nouvelle méthode de traitement par le chlore, afin de déceler plus facilement la présence des poisons (2). Cette fois, les conclusions des deux praticiens furent formelles (3) : le Duc était mort empoisonné par une préparation arsenicale.

Les deux médecins eurent ensuite à rechercher à quel moment les substances toxiques avaient été ingérées. D'après eux, c'était (4) très probablement vers la fin de la journée du mercredi 18 août, après quatre heures et avant dix heures du soir. Ils se basaient, pour établir leurs conclusions sur les premiers vomissements qui apparurent le 18 août à dix heures du soir (5) et sur l'examen médical qu'avait dû (6) subir le Duc, vers trois heures trois quarts, pour savoir si les blessures superficielles qu'il portait pouvaient provenir de la lutte avec sa victime. Or, à ce moment, le Docteur Tardieu, qui y avait assisté, l'indiquait, le Duc ne présentait aucun trouble, n'accusait pas la moindre souffrance physique (7). Les médecins concevaient que la mort avait pu, en apparence, paraître tardive (8), puisque les ravages de l'acide arsénieux avaient duré six jours, mais pour eux, la marche des symptômes avait été régulière et l'empoisonne-

(1) Procès-verbal d'autopsie, du 25 août 1847. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, p. 165.

(2) Notes d'Orfila rapportée dans TARDIEU, *Etude médico-légale et clinique sur l'empoisonnement*, op. cit., p. 395.

(3) Rapport d'Orfila et de Tardieu, en date du 28 août 1847 (*Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, pp. 174 et 175).

(4) Rapport d'Orfila et de Tardieu sus-visé (*Cour des Pairs, Procès-verbaux*, 2^e série, p. 180).

(5) Voir *supra*, p. 25.

(6) Voir *supra*, p. 22.

(7) Rapport d'Orfila et de Tardieu sus-visé (*Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 2^e série, p. 176).

(8) Un Docteur de Selestat, Biéchy, publia, en 1847, un opuscule sur *L'empoisonnement du Duc de Praslin*. Lui aussi (p. 4) note que la lenteur de la mort du Duc a causé un grand étonnement et il explique (p. 5) cette anomalie apparente par le fait que le Duc aurait absorbé le poison dans un état très grand de concentration.

ment avait eu lieu vraisemblablement le 18 août, entre quatre et dix heures du soir.

Ainsi donc, ces examens médicaux confirmaient toutes les précédentes observations, et les dires du Duc à l'agonie. Mais alors, la responsabilité encourue par les Magistrats n'en apparaissait que plus lourde : dès une heure de relevée, le 18 août, ils avaient eu la conviction absolue de la culpabilité du Duc ; or, celui-ci ne s'était suicidé qu'après quatre heures. Si donc, les Magistrats, dès que leur conviction avait été faite, avaient fait placer le criminel en prison, au lieu de se contenter d'une garde à vue, ne pouvait-on pas penser qu'alors, le Duc n'aurait pas pu échapper par un empoisonnement volontaire aux rigueurs du châtement qu'il avait mérité ?

CHAPITRE II

Les Critiques et les Attaques contre la Magistrature

I. Les Séances de la Cour des Pairs. — II. Les Journaux. — III. Les Ouvrages

I

Dès la séance secrète que tint la Cour des Pairs le 21 août 1847 à deux heures un quart de relevée (1), les critiques les plus dures furent portées contre les Magistrats. Elles venaient de très haut, du Président de la Cour des Pairs lui-même, du Chancelier Pasquier. Celui-ci (2) rappela que : lorsque les indices recueillis dès les premiers moments de l'instruction ont conduit les Magistrats à fixer les soupçons sur le Duc, ils ont été aussitôt arrêtés par « un scrupule, la crainte (3) », le respect qu'inspirent les prérogatives de la Pairie ; en rencontrant comme inculpé un Pair de France, ils n'ont pas osé ordonner qu'il fût appréhendé au corps.

(1) Le compte rendu ne devait être publié qu'au *Moniteur* du 31 août. Ainsi que pour la séance suivante du 30 août, une publication officielle en fut faite et imprimée à l'imprimerie royale, sous le titre : *Cour des Pairs de France. Assassinat de Madame la Duchesse de Praslin. Procès-verbal des séances relatives à cette affaire.* C'est à cette publication que nous nous référerons pour les deux séances. Toutefois, nous avons collationné cette publication et le *Moniteur* avec le compte rendu qui est aux Archives CC 808. Certaines phrases n'ont pas été publiées ou les mots en ont été changés. Dans ces cas nous visons, en l'indiquant, le dossier des Archives, qui évidemment est plus près de la vérité.

(2) *Cour des Pairs. Procès-verbal des séances*, pp. 12 et 13.

(3) Ces quatre mots n'ont pas été publiés ; ils ont été rayés du compte rendu qui est au dossier des Archives.

Dans l'opinion du Président « ces scrupules étaient mal fondés, exagérés (1) ». En effet, pour lui, le flagrant délit : « donne aux Magistrats des pouvoirs qu'ils n'avaient pas en d'autres circonstances ; leur devoir alors s'agrandit avec leurs droits : la première nécessité est de mettre la main sur celui que la clameur publique désigne comme coupable du crime qui vient de se commettre. Cependant, l'hésitation des Magistrats les a empêchés de décerner un mandat contre la personne d'un Pair. Le Président a la confiance que la Cour ne partagera pas le scrupule (2) qui... a retenu [les magistrats]. »

Le Chancelier appuyait ses dires d'exemples : Sans doute, disait-il, l'article 29 de la Charte (3), d'après lequel aucun Pair ne peut être arrêté que de l'autorité de la Chambre, doit être scrupuleusement observé ; mais à condition qu'on ne lui donne pas un sens étendu : « au delà de la mesure qu'indique la raison. » « Quand, ajoutait le Chancelier, une interprétation irait dans ses conséquences, jusqu'à violer les règles du sens commun, il est évident qu'elle ne peut être vraie. Or, qui osera prétendre qu'en cas de flagrant délit constaté, un Pair qui se trouverait inculpé de crime dans une province éloignée de la Capitale, ne pourrait être provisoirement arrêté par les Magistrats ordinaires ? qu'il pourrait rester en liberté et se préparer impunément des moyens de fuite ? »

Le Chancelier, lors de cette séance du 21 août 1847, pouvait, avec quelque vraisemblance, nous l'avons vu, penser que le Duc s'est empoisonné. Dans sa hâte à en rejeter la responsabilité sur les Magistrats, il en arrive, lui qui est à la tête de la Chambre des Pairs, à restreindre les droits de la Pairie.

Pour le Duc Pasquier (4), c'était au surplus une situation anormale que cette garde à vue, cette détention en charte privée et à la prudence exagérée des Magistrats, il opposait sa propre conduite. Dès réception de l'ordonnance royale portant convocation de la Cour des Pairs, il avait arrêté le Duc. Même avant l'arrivée de cette ordonnance, s'il avait

(1) Ces six mots ont été rayés du compte rendu qui est au dossier des Archives (CC 808) et n'ont pas été publiés. Ils ont été remplacés par les mots : « ils se trompaient. » Ainsi donc le texte publié accentuait le blâme à l'encontre de la Magistrature.

(2) Dans le texte publié, il y a ici le qualificatif « exagéré », qui n'existe pas dans le compte rendu manuscrit du dossier.

(3) Voir le texte Append. II.

(4) *Cour des Pairs. Procès-verbal des séances*, p. 14.

pensé qu'il y eût réellement péril d'évasion, il proclamait que lui, il n'eût pas hésité à prendre la responsabilité d'une arrestation immédiate : « car c'est un de ces cas où tout homme d'honneur doit savoir prendre sur lui ce qu'il croit être commandé par un devoir. »

Ainsi, tombaient du haut du siège de la Présidence de la Cour des Pairs d'amères critiques contre le Procureur Général Delangle (1) et le Procureur du Roi Boucly.

A l'exception du marquis de Boissy (2), tous les membres de la Cour des Pairs approuvaient d'ailleurs le Chancelier Pasquier. C'est ainsi que le comte de Pontécoulant (3) regrettait l'état de garde à vue, et il estimait qu'il aurait dû être converti, puisqu'il y avait flagrant délit, en une arrestation régulière. D'après le comte Portalis (4) qui, en même temps qu'il était Pair, était le Magistrat le plus élevé de la hiérarchie judiciaire puisque Premier Président de la Cour de Cassation, tout Magistrat avait le droit de décerner, en cas (5) de flagrant délit un mandat contre un inculpé, Pair de France. En effet, d'après le comte Portalis, d'où venait le droit des Pairs de ne pouvoir être arrêtés que de l'autorité de la Chambre à laquelle ils appartenaient ? Ce n'était pas un privilège personnel, c'était au contraire un moyen de : « maintenir les règles du droit commun (6) dans une matière où de grands intérêts politiques peuvent se trouver en jeu. » Or, si l'article 29 de la Charte était interprété dans un sens étendu, c'est-à-dire, sans admettre d'exception en cas de flagrant délit, il deviendrait dangereux pour la liberté individuelle et la sécurité publique. D'abord, le principe de la liberté individuelle serait compromis : car, lorsqu'un homme signalé par la clameur publique comme l'auteur d'un crime encore flagrant, invoquerait la qualité de Pair de France, si la justice ordinaire ne pouvait donc pas le faire

(1) Quoique Procureur Général près la Cour des Pairs, Delangle n'assistait pas à cette séance qui était secrète.

(2) Dès le début de la séance, ce Pair avait, au contraire (*Cour des Pairs. Procès-verbal des séances*, p. 12), approuvé le moyen heureux employé pendant trois jours par le ministère public pour éviter la violation de l'article 29 de la Charte, et il critiquait le Chancelier d'avoir décerné un mandat contre le Duc sitôt réception de l'ordonnance royale sans avoir attendu un arrêt de la Cour des Pairs portant qu'il serait procédé à une instruction devant elle (*Cour des Pairs. Procès-verbal des séances*, p. 10).

(3) *Cour des Pairs. Procès-verbal des séances*, p. 18.

(4) Sur le comte Portalis, voir ROUSSELET, *La Magistrature sous la Monarchie de Juillet*, pp. 239 à 242 et Append. I^{er}.

(5) *Cour des Pairs. Procès-verbal des séances*, p. 21.

(6) *Cour des Pairs. Procès-verbal des séances*, p. 19.

arrêter par les voies légales, elle en serait : « réduite à employer des moyens proscrits par les lois, pour retenir ce prévenu en charte privée, sans qu'il y eût de magistrat compétent pour l'entendre. » Ainsi, on violerait cette règle fondamentale de notre droit qui veut « que nul citoyen ne puisse être privé de sa liberté plus de vingt-quatre heures, sans avoir été interrogé, et sans qu'un mandat soit intervenu pour régulariser l'arrestation : c'est-à-dire qu'en voulant fonder un droit privilégié, on aurait retiré à l'inculpé les garanties les plus sacrées du droit commun, et cela, en présence de l'article 122 du Code pénal (1) qui déclare punissable de la dégradation civique tout Magistrat coupable d'avoir fait retenir un individu hors des lieux déterminés par le Gouvernement ou par l'administration publique. »

Pour le très haut Magistrat qu'était le comte Portalis, les membres du ministère public, en évitant, par le moyen détourné de la garde à vue l'arrestation normale du Duc, qui était légalement possible, puisqu'il y avait flagrant délit, avaient donc commis une atteinte grave à la liberté individuelle et ils s'étaient exposés à tomber sous le coup de la loi pénale.

Mais le comte Portalis voyait encore, dans le système qui avait été suivi, un autre grave danger. Une interprétation aussi extensive de l'article 29 de la Charte serait, disait-il, destructive de la sécurité publique : « Eh quoi ? Il suffirait (2) qu'un inculpé saisi en flagrant délit d'un crime, peut-être à l'une des extrémités du Royaume, s'écriât, lorsqu'on mettra la main sur lui : Je suis Pair de France, pour qu'aucune autorité quelconque, aucun Magistrat, aucun officier de police judiciaire ne se crût le droit de l'appréhender au corps... ! On pourrait voir ainsi un misérable traverser, son poignard sanglant à la main, la France entière pour se réfugier à l'étranger. » Or, ajoutait le comte Portalis, il ne faut pas oublier qu'en principe tout privilège doit être plutôt restreint qu'étendu et qu'il en était ainsi du privilège de la Pairie.

Abordant la question juridique, le comte Portalis soutenait que l'article 29 de la Charte souffrait une exception en cas de flagrant délit et un texte, l'article 121 du Code pénal, le prouvait, d'après lui. Cette disposition (3) punissait les Magistrats qui, hors les cas de flagrant délit, auraient sans

(1) *Cour des Pairs. Procès-verbal des séances*, p. 20.

(2) *Cour des Pairs. Procès-verbal des séances*, p. 20.

(3) Voir ce texte Append. II.

avoir les autorisations nécessaires arrêté les Pairs. L'argumentation du comte Portalis notait que le Code pénal avait justement été révisé en 1832, c'est-à-dire après la Charte. et que l'article 121 de ce code n'avait pas été regardé comme contraire à l'article 29 de la Charte, puisqu'on l'avait laissé subsister corrélativement avec lui.

Pour tous ces motifs, aux yeux du comte Portalis, puisqu'il y avait eu flagrant délit, tout Magistrat aurait pu arrêter le Duc. Telles étaient les graves critiques du premier Juge de France qui censurait ainsi, sans les nommer d'ailleurs, les actes du Procureur Général Delangle et du Procureur du Roi Boucly.

Un autre Pair, lors de cette même séance, Cousin, membre de la commission d'instruction de la Cour (1), estimait, lui aussi, que les Magistrats ordinaires n'avaient pas exercé leurs pouvoirs dans toute leur étendue : « Comment oserait-on prétendre, disait-il, qu'il faille laisser un assassin s'échapper, le poignard à la main, au milieu même de la foule qu'aurait ameutée la clameur publique soulevée contre lui ? » et Cousin regrettait qu'au lieu de se borner à une simple surveillance, on n'ait pas arrêté l'inculpé.

La séance de la Cour des Pairs du 30 août 1847 (2) fut surtout consacrée au récit de l'agonie et de la mort du Duc. Le Chancelier rappela les conclusions des médecins. Et les Pairs de se réjouir de ce que la date de l'ingestion du poison fût bien antérieure à l'entrée du meurtrier dans la prison du Luxembourg : Si les précautions, disait Cousin (3), qui auraient pu [prévenir l'accomplissement du suicide] n'ont pas été suffisamment prises, « c'est uniquement sur les Magistrats chargés de diriger alors l'instruction que la responsabilité dut en peser (4) », ce ne serait, dans aucun cas sur l'administration de la Cour des Pairs que pourrait en peser la responsabilité. De Boissy avouait que pour sa part : il est de ceux qui pensent que l'empoisonnement n'aurait pas eu lieu si tout le monde eût fait complètement son devoir « et il pense que l'empoisonnement et la responsabilité de cet empoisonnement, en doit peser sur quelqu'un (5) »;

(1) *Cours des Pairs. Procès-verbal des séances*, p. 23.

(2) Elle est rapportée au *Moniteur* du 2 septembre 1847 et dans *Cours des Pairs. Procès-verbal des séances*, pp. 29 à 54.

(3) *Cours des Pairs. Procès-verbal des séances*, p. 44.

(4) Les 18 mots entre guillemets sont rayés dans le compte rendu qui est au dossier des Archives (Arch. CC 808) et n'ont pas été imprimés.

(5) Même observation pour ces 18 mots.

mais ce qu'il désire, c'est que la Cour des Pairs prouve qu'elle ne saurait être nullement responsable.

Le Chancelier était satisfait : on ne pouvait imputer à faute à la Pairie le décès du Duc ; aussi fut-il moins sévère dans cette séance du 30 août à l'égard de la Magistrature qu'il ne l'avait été le 21 août : « Lorsqu'on a vu, et ce furent ses dernières paroles dans cette affaire (1), des empoisonnements s'accomplir en pleine cour d'assises, sur des condamnés placés entre deux gendarmes, comment ne serait-on pas conduit à conclure que, dans la circonstance actuelle, il convient peut-être de se montrer un peu moins rigoureux dans l'appréciation de la responsabilité des événements dont sont préoccupés si vivement les esprits ? »

Malgré ces faibles atténuations, les critiques de la Cour des Pairs contre les Magistrats avaient porté ; une partie de la presse se déchaîna et prit surtout violemment à partie le Procureur Général Delangle.

II

Voyons d'abord la presse officielle : le *Moniteur* (2). D'après ce journal, l'opinion publique vivement émue par ce grand crime demandait compte à la justice de ce qui avait été fait pour s'assurer des coupables. Le *Moniteur* faisait sienne la thèse de la Cour des Pairs : puisque le crime était flagrant, la qualité de Pair de France ne pouvait faire obstacle à ce que le droit commun fût suivi et tout Magistrat pouvait arrêter le criminel dès que sa culpabilité devenait raisonnablement présumable. Aux arguments déjà précisés devant la Cour des Pairs, et tirés principalement de la combinaison des articles 121 du Code pénal et 29 de la Charte, le *Moniteur* en ajoutait d'autres : des privilèges comparables à ceux des Pairs existent pour les agents du Gouvernement et pour les Magistrats. Ceux-ci ne peuvent être poursuivis, d'après l'article 75 de la Constitution de l'an VIII, pour faits relatifs à leurs fonctions, qu'en vertu d'une décision du Conseil d'Etat ; ceux-là ne peuvent être atteints pour des délits commis dans leurs fonctions ou hors de leurs fonctions qu'avec l'intervention des corps judiciaires les plus

(1) *Cour des Pairs. Procès-verbal des séances*, p. 51. Cf. les dernières phrases du rapport du Procureur du Roi Boucly, du 30 août, dont le Chancelier avait peut-être à ce moment connaissance. Append. I^{er}.

(2) *Moniteur* du 4 septembre 1847.

élevés (1). Or, ajoutait le *Moniteur*, jamais on a pensé que ces précautions, prises d'ailleurs non pas dans l'intérêt des personnes, mais dans l'intérêt public, dussent s'appliquer en cas de flagrant délit.

Ainsi donc, pour le *Moniteur*, les Magistrats auraient eu le pouvoir de décerner un ordre d'arrestation puisqu'il y avait flagrant délit, et ils n'avaient pas été jusqu'où la loi leur permettait d'aller. Par contre, le *Moniteur* répondait, sans le nommer d'ailleurs, à la théorie soutenue par le comte Portalis devant la Cour des Pairs, d'après laquelle en retenant chez lui le Duc de Praslin, les Magistrats avaient violé les règles protectrices de la liberté individuelle. Il n'en était rien, disait le *Moniteur*, car les Magistrats n'avaient fait qu'user du droit que leur donnent les articles touchant la procédure du flagrant délit (2). Mais, sauf cette concession, à la fin de l'article du *Moniteur*, les critiques contre la Magistrature reprenaient sous la forme voilée d'un avertissement : « Sans doute, il vaudra toujours mieux, il sera toujours plus sûr d'observer strictement, ponctuellement les lois, que de recourir à des équivalents périlleux ; c'est ce que ne doivent jamais perdre de vue les Magistrats à qui est confiée une mission toujours pénible et souvent délicate ; mais lorsque la droiture des intentions ne peut être méconnue, il n'y aurait pas justice à exagérer la responsabilité. »

La censure de ce journal à inspiration toute officielle était grave et elle ne pouvait manquer d'avoir un gros retentissement (3).

Le *Journal des Débats* (4) rendait d'abord hommage aux scrupules du Procureur Général Delangle qui avait pensé qu'un Pair ne pouvait être arrêté, même en cas de flagrant délit, sans l'autorisation de la Chambre. Mais, ce même journal prétendait que, dans l'interprétation des lois, le bon sens et la raison doivent l'emporter sur la lettre entendue judaïquement. Or, si l'article 29 de la Charte porte qu'aucun Pair ne peut être arrêté que de l'autorité de la Chambre et jugé par elle en matière criminelle, l'article 44 de la

(1) Article 480 et suivants du Code d'Instruction criminelle.

(2) Articles 32, 34, 35, 37, 39 du Code d'Instruction criminelle.

(3) On attribua cette « mercuriale » au Garde des Sceaux Hébert (*La Presse* du 5 sept.). Ce qui accentua encore la dureté de cette leçon de droit, qui paraissait un désaveu du Ministère, c'est que plusieurs journaux comme le *National* et l'*Univers* furent forcés de l'insérer.

(4) Du 26 août 1847.

Charte (1), dispose qu'aucun député ne peut être arrêté dans les mêmes conditions, sauf le cas de flagrant délit. Or, disait le *Journal des Débats*, on ne comprend pas pourquoi les députés pourraient être arrêtés en cas de flagrant délit sans autres formalités, tandis que les Pairs ne pourraient jamais l'être sans l'autorisation de la Chambre. Une pareille distinction serait arbitraire et insoutenable. Ainsi donc, ce journal approuvait-il sans réserves la thèse de la Cour des Pairs (2), mais il reconnaissait toutefois que la question était neuve et offrait matière à controverse. Et, devant les attaques d'une certaine presse contre la Magistrature, il tenait à plaider les circonstances atténuantes en faveur du Procureur Général Delangle, montrant ainsi qu'il le reconnaissait coupable de faute. Qui pourrait, lisait-on dans ce journal, faire un crime au Procureur Général, d'avoir interprété les articles de la Charte dans le sens qui paraît sinon le plus politique, du moins le plus littéral ? Il ne fallait pas oublier, en effet, les difficultés qu'avaient eu à surmonter les Magistrats, le jour de la descente de justice à l'hôtel Praslin. Au surplus, quand même le Duc aurait été gardé plus rigoureusement, n'aurait-il pas cependant trouvé le moyen de se suicider ?

Une si pâle défense démontrait à la fois la violence des attaques que subissait le Procureur Général Delangle et la croyance que ce haut magistrat avait eu tort de ne pas arrêter le Duc.

C'est que la mort du Duc de Praslin était pour la presse d'opposition un sujet de très fortes critiques. Pour la *Démocratie Pacifique* (3), le criminel avait été gardé à vue avec tant de déférence, on s'était défendu si respectueusement de l'incarcérer et même de visiter soigneusement les objets laissés à sa portée qu'il avait pu s'empoisonner. Et ce journal réclamait à grands cris une enquête sur la mort du Duc : « au nom de la Charte qu'on invoquait, il y a deux jours pour soustraire un Duc et Pair aux verrous de la Conciergerie, au nom de la Charte qui ne permet d'ouvrir à nul accusé les portes de l'autre vie. »

Le *National* (4), lui, adoptait une autre tactique, celle du mode ironique ; il censurait, en persiflant, la conduite que les autorités avaient tenue à l'égard de celui qu'il appelait « le Chevalier d'honneur ». Se basant sur l'article 29 de la

(1) Voir ces articles Append. II.

(2) *Journal des Débats*, 3 sept. 1847.

(3) 26 août 1847.

(4) 21 août 1847.

Charte, il prétendait que nul n'avait le droit de toucher à sa personne sans commettre une illégalité. Le Chancelier, avant la délibération de la Chambre des Pairs, n'avait pas le droit de l'arrêter et le *National* demandait que, jusqu'à la délibération de la Cour des Pairs, on laissât circuler M. le Duc de Praslin, Pair de France et Chevalier d'honneur à la Cour. Quelques jours après (1), le *National* continuait à ironiser et pour mieux l'attaquer, il semblait prendre la défense du Procureur Général Delangle : il n'était pas possible, disait ce journal, de penser, qu'après avoir dit ses soupçons au Duc, le Procureur Général l'aurait laissé s'éloigner, monter dans sa chambre et avaler le poison : « Quel outrage pour M. Delangle ; on fait de lui un matamore maladroît qui, après avoir dit à cet homme : c'est vous qui êtes l'assassin (2), ne s'assure pas immédiatement de sa personne, ne le livre pas à une surveillance rigoureuse et le laisse partir pour se suicider. » Aussi, d'après le *National*, cela est impossible et il fallait en conclure que le Duc n'était pas mort d'empoisonnement, mais de chagrin devant une accusation injuste. Sous la forme plaisante perçait là encore la violente critique contre le Procureur Général Delangle.

Mais, c'était le *Constitutionnel* qui devait se montrer le plus dur. En approuvant, le 29 août 1847 (3), l'arrêt de la Cour des Pairs, il ajoutait que c'était un motif de plus pour regretter que le Procureur Général, par son manque de résolution et de coup d'œil, soit venu jeter de nouvelles et inopportunes complications dans ce procès... M. Delangle, cette fois encore, avait montré que l'énergie et même l'âpreté de la parole ne s'alliaient pas toujours à la fermeté de l'esprit et à la décision du caractère. Le surlendemain (4), les paroles du *Constitutionnel* étaient encore plus sévères. Il rend compte, ce jour-là, de la séance de la Cour des Pairs du 21 août qui vient d'être publiée : nous y voyons, y lit-on, que la Cour des Pairs a partagé l'impression causée dans la presse et dans tout le public par la conduite du Procureur Général Delangle : « La convenance de l'expédient imaginé par lui pour ne pas obéir à la loi et ne pas la violer a été la première, on peut dire la seule question soulevée dans la séance

(1) 28 août 1847.

(2) On se rappelle que c'est le Procureur du Roi Boucly et non le Procureur Général Delangle qui avait interpellé le Duc. Voir *supra*, p. 18.

(3) Le *Constitutionnel* du 29 août 1847.

(4) Le *Constitutionnel* du 31 août 1847.

du 21 août. M. le Chancelier nous paraît avoir démontré jusqu'à l'évidence combien était à la fois absurde, puéril et dangereux le parti adopté par M. Delangle. Le Procureur Général ne se croyait pas en droit d'arrêter M. de Praslin, et il ne le laissait pas libre. Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée. M. de Praslin devait être laissé dans une liberté absolue ou être mis aussitôt en état d'arrestation légale, être traité, être surveillé comme un prévenu en état d'arrestation. Quelle était au contraire la situation de M. de Praslin ? Il était arrêté et il ne l'était pas. Il n'était pas libre comme un innocent, ni arrêté comme un coupable. C'était là, une situation étrange, anormale, une situation que la loi ne reconnaît pas. » Pour conclusion, toujours, en s'appuyant sur les déclarations du Chancelier et les délibérations de la Cour des Pairs, le *Constitutionnel* déclarait que Delangle avait gravement erré au point de vue de la loi et qu'il avait manqué de la résolution et de l'énergie nécessaires.

Dans ses numéros suivants, le *Constitutionnel* ne désarmait pas. La responsabilité de l'empoisonnement (1) retombait, disait ce journal, sur ceux qui avaient laissé le Duc libre de ses mouvements pendant environ quinze heures : « Qui a tenu M. de Praslin en charte privée deux jours au lieu de le remettre entre les mains de la justice ?... c'est le Procureur Général Delangle. Est-ce à dire que le flagrant délit fut douteux ?... Nous insistons sur toutes ces circonstances, car c'est leur ensemble qui détermine la conviction et qui explique la conduite sévère que la Cour des Pairs a cru devoir tenir envers M. Delangle et le blâme que M. le Chancelier a fait tomber de nouveau sur lui dans son rapport. » Et le 5 septembre le *Constitutionnel* donnait sa conclusion : M. Delangle s'est trompé : « Il a failli dès les premiers pas et ses débuts comme Procureur Général (2) sont les plus malencontreux dont on ait souvenir. Cet échec ne nous étonne pas et s'explique par deux raisons : par l'inexpérience de M. Delangle et par son caractère. » Suivait un portrait du Procureur Général qui n'était guère à son avantage : si le journal lui concédait quelques qualités comme « débrouilleur de textes », par contre, c'était un « esprit mobile et sans conviction, [un] cœur vacillant et irrésolu ; il lui est aussi difficile de prendre un parti que de se faire des opinions ».

(1) *Constitutionnel* du 2 septembre 1847.

(2) Delangle était Procureur Général près la Cour de Paris depuis le 22 mars 1847.

L'organe légitimiste *La Gazette de France* citait (1), non sans plaisir, l'article du journal de centre gauche, *Le Courrier français* qui, parlant du bruit de la démission de Delangle (2), ajoutait, non sans malveillance : « Quelle erreur ? M. Delangle n'est pas aussi fier que cela ; nous n'avons pas de lui une si bonne opinion. Qu'il soit humilié, blessé, mécontent, nous n'en doutons pas ; mais qu'il donne sa démission, c'est lui supposer encore du caractère, une noble susceptibilité. »

Ce n'étaient d'ailleurs pas seulement des journaux de partis qui désapprouvaient la conduite du Procureur Général. *La Presse*, le journal d'information de l'époque (3), constatait que les journaux étaient unanimes à penser et à dire que le Procureur Général Delangle s'était trompé, avait méconnu tout à la fois la lettre et l'esprit des institutions. Et (4), citant *Le Siècle*, il opposait à la conduite si critiquable du Procureur Général Delangle, celle si ferme de la Pairie, et notamment, celle du Chancelier Pasquier qui, malgré son grand âge, avait rempli son devoir avec une honorable fermeté.

Ainsi, le Chancelier Pasquier était arrivé à ses fins ; il avait détourné l'orage sur la Magistrature, et ne recueillait lui, que des éloges. *L'Univers* (5) écrivait : « Autant M. Delangle a été faible et incertain, autant M. Pasquier a été plein de décision et d'énergie (6). »

On voit donc combien les critiques formulées à la Cour des Pairs avaient été exploitées, et on comprend mieux, après ces citations, la phrase écrite dans son rapport du 30 août 1847 (7), par le Procureur Général Delangle, quand il faisait allusion aux accusations que la malveillance avait soulevées.

III

Les témoignages des contemporains montrent également combien ils avaient été frappés de l'empoisonnement du Duc,

(1) Le 6 sept. 1847.

(2) *L'Univers* du 7 sept. parlait également de ce bruit de démission.

(3) Le 8 sept. 1847.

(4) Le 2 sept. 1847.

(5) Le 3 sept. 1847.

(6) Dès le 27 août, *l'Univers* stigmatisait déjà la conduite timorée de Delangle, en disant : « Le salut de la société ne dépend pas d'une combinaison d'articles. »

(7) Voir Append. I^{vi}, 1^{er} alinéa.

et, eux aussi, en faisaient remonter la responsabilité bien haut.

Dans les souvenirs du comte d'Alton Shée (1), on lit que pour tout homme de bonne foi, il est évident qu'on a facilité au Duc son empoisonnement. Le 28 août 1847 (2), le comte Molé écrivait à de Barante : « M. de Praslin s'est empoisonné, *nemine contradicente*, et l'on a donné prétexte à ces articles subversifs et révolutionnaires des journaux... Ce monstre qui vient de reculer les limites de la barbarie humaine a été huit jours dans sa maison, entouré des égards de la police et du Parquet, bien plus que de leur surveillance. »

Si les contemporains ont ainsi jugé, les écrivains qui ont étudié cette affaire n'ont pas été plus indulgents pour les Magistrats. L'auteur de la vie romancée de la Duchesse de Praslin parue sous le titre de : *Notre-Dame de Praslin*, Armand Praviel a parlé de la « comédie judiciaire (3) » et Albert Savine (4) a été jusqu'à écrire que la maladie du Duc avait été une aubaine pour le Parquet et le Ministère.

Enfin, le grand historien de la Monarchie de Juillet, Thureau-Dangin lui-même, en termes mesurés, a adopté aussi la thèse officielle et censuré le Procureur Général Delangle (5) : « La première mesure à prendre par les autorités judiciaires, écrit-il, semblait être de faire conduire en prison l'homme que tout désignait comme l'assassin. Le Procureur Général se crut empêché de prendre cette mesure par l'article 29 de la Charte (6). »

Nous avons vu les accusations portées contre les Magistrats. Il nous reste à étudier si vraiment ils ont commis des fautes.

(1) *Souvenirs de 1847*, p. 49.

(2) *Souvenirs du Baron de Barante*, t. VII, p. 224.

(3) ARMAND PRAVIEL, *Notre-Dame de Praslin*, chap. V, p. 210.

(4) ALBERT SAVINE, *L'Assassinat de la Duchesse de Praslin*, chap. VI, p. 160.

(5) THUREAU-DANGIN, *Histoire de la Monarchie de Juillet*, t. VII, chap. II, p. 91.

(6) Et p. 92, il dit que le Procureur Général s'obstina dans son scrupule constitutionnel.

CHAPITRE III

La question juridique .

Les Magistrats ont-ils mal interprété les textes sur l'inviolabilité des Pairs ?

I. Les Auteurs. — II. Les Précédents. — III. Discussion

I

Dans le rapport du 30 août 1847 (1) du Procureur du Roi Boucly, qui constitue avec la lettre de transmission (2) du Procureur Général Delangle du même jour, la seule réponse de la Magistrature aux attaques dont elle était l'objet, il est question uniquement des points de fait, le problème juridique n'est pas abordé. Et cela se comprend facilement : le 21 août 1847, la Cour des Pairs avait blâmé la solution de droit. Il eut été déplacé pour eux d'ouvrir à nouveau un débat qui avait reçu une si solennelle consécration.

Cependant, il nous est indispensable, puisque nous étudions la responsabilité des Magistrats dans cette affaire, de savoir quelle opinion ils pouvaient se faire sur la question juridique de l'arrestation d'un Pair de France. Ils possédaient deux sources de renseignements : les auteurs d'ouvrages de droit et les précédents.

Parmi les ouvrages de droit que les Magistrats pouvaient avoir à cette époque à leur disposition, sept au moins étudiaient l'hypothèse de l'arrestation d'un Pair de France en cas de flagrant délit ; et nous allons voir combien les avis

(1) Voir Append. I^{1x}.

(2) Voir Append. I^{v111}.

des auteurs étaient divergents, ce qui prouve que la question n'était peut-être pas aussi facile à résoudre qu'on avait semblé le croire, au sein de la Cour des Pairs ou dans la presse.

Si, comme on peut le penser avec quelque vraisemblance, dans cette journée du 18 août 1847, pour eux, si lourde d'angoisses, Delangle et Boucly se sont préoccupés de la question de droit qui se posait, un des premiers ouvrages qui a dû solliciter leur attention est celui du grand criminaliste Carnot qui avait été longtemps Conseiller à la Cour suprême (1) dont les commentaires sur le Code pénal et le Code d'Instruction criminelle faisaient autorité. Dans la deuxième édition de son ouvrage sur l'*Instruction criminelle* (2), ce savant auteur étudiait justement la question de l'arrestation d'un Pair en cas de flagrant délit. Il n'avait pas manqué d'être frappé par la différence de rédaction des articles 34 et 52 de la Charte (3). Pour l'arrestation des Pairs et des députés, ces deux articles exigeaient une formalité préliminaire : le consentement des Chambres auxquelles ils appartenaient. Mais l'article 52 qui traitait de l'arrestation des députés contenait une exception pour le cas de flagrant délit. Et Carnot, de se demander si on devait conclure, du silence que gardait sur ce point l'article 34, à l'impossibilité d'arrêter un Pair qui est surpris en flagrant délit. Dans cette interprétation, disait Carnot, la Charte aurait entendu déroger, dans l'intérêt de la Pairie, aux règles du droit commun. Mais, le problème une fois posé, Carnot n'ose pas le résoudre ; sa perplexité est si grande qu'il va jusqu'à écrire : « Nous n'osons pas nous prononcer sur cette question. » Toutefois, il ajoute, ce qui peut faire penser qu'il est choqué par l'interprétation trop stricte des textes qui consacrerait une telle exception au droit commun : « Nous dirons, cependant, qu'il ne nous semble pas qu'il soit entré dans l'intention du Roi, d'accorder un brevet d'impunité à un Pair qui se serait rendu coupable d'un crime avéré, en lui donnant les moyens de se soustraire à la peine qu'il aurait encourue. » Ainsi donc, pour Carnot, la question était si ardue, si embarrassante, que ce grand spécialiste des études criminelles se refusait, en l'état des textes, à la résoudre.

(1) Sur Carnot, voir ROUSSELET, *La Magistrature sous la Monarchie de Juillet*, p. 253 et Append. I¹⁰².

(2) Edition de 1829, t. I^{er}, sous l'article I^{er}, § 18, p. 9.

(3) Il s'agissait des anciens articles de la Charte de 1814 qui furent reproduits intégralement dans la nouvelle Charte de 1830 (Voir Append. II).

S'agissant de l'interprétation des textes de la Charte, il était normal, et peut-être, les Magistrats ont-ils eu cette curiosité, de consulter les commentaires de ce texte constitutionnel. Il existait à cette époque deux ouvrages importants en la matière. C'était d'abord l'ouvrage de Mahul, avocat libéral de la Restauration, le futur député et préfet de la Monarchie de Juillet. Aux derniers jours de la Monarchie des Bourbons, il avait écrit en 1830 : *Le tableau de la Constitution politique de la Monarchie française selon la Charte*. Il y étudie (1) le privilège de la Pairie et lui, n'a pas les hésitations du criminaliste Carnot : pour ce juriste, en effet, le fait qu'aucun Pair ne peut être arrêté que de l'autorité de la Chambre et jugé que par elle en matière criminelle est un privilège considérable qui a été introduit en faveur de l'honneur et de l'indépendance de la Pairie. Il est conforme au droit commun qu'ont tous les Français d'être jugés par leurs égaux. Mais, il y a plus : d'après Mahul, le cas de flagrant délit ne paraît pas même devoir être excepté du privilège d'inviolabilité judiciaire des Pairs. L'article 34 de la Charte (2) ne fait (3) aucune restriction et comme le cas de flagrant délit se trouve visé, à l'article où il s'agit du même privilège pour les députés, il faudrait, d'après Mahul, conclure du silence de la Charte à l'article 34, qu'elle n'a pas admis la même exception pour la Pairie par application de l'adage latin : « *Qui de uno dixit, de altero negat.* »

Sans doute, Mahul reconnaissait qu'une telle interprétation pouvait, au premier instant, paraître exorbitante. Néanmoins, disait-il, on pouvait la justifier par plusieurs raisons dont voici les principales : « Il n'aurait pas été convenable d'écrire dans la loi constitutionnelle, la supposition du flagrant délit en la personne des membres du corps de l'Etat le plus éminent en dignité... enfin, même dans l'hypothèse la plus grave, la fuite du coupable surpris et délaissé en flagrant délit n'empêche point la condamnation par contumace, peine plus grave à l'égard du Pair qu'à l'égard du simple citoyen, puisqu'elle entraîne, outre ses conséquences communes, la privation de la dignité qui, jusqu'à un certain point, peut sembler suffisante, puisqu'elle satisfait à l'intérêt social le plus pressant et purge l'honneur du corps. »

Ainsi donc, d'après Mahul, la différence de rédaction

(1) P. 295.

(2) Il s'agit de l'article 34 de la Charte de 1814. Voir Append. II.

(3) MAHUL, *op. cit.*, p. 296.

des articles de la Charte a été voulue et s'explique : pour les députés, en cas de flagrant délit, l'arrestation est possible sans l'autorisation de la Chambre ; cette exception n'existe pas pour les Pairs : on n'a pas voulu prévoir l'hypothèse du flagrant délit criminel pour des personnages si éminents.

Un autre auteur, Berriat Saint Prix, avait publié en 1836 un *Commentaire sur la Charte constitutionnelle* (1). Lui aussi (2) étudiait la différence de rédaction des articles 29 (3) et 44 (3) relativement à l'arrestation des Pairs et des députés. Le flagrant délit, d'après l'article 44, permettait d'arrêter un député sans autorisation préalable et l'article 29 ne renfermait pas pareille exception. Berriat Saint Prix faisait intervenir dans la discussion l'article 121 du Code Pénal (4) qui ne punissait pas de forfaiture le fonctionnaire qui avait arrêté en cas de flagrant délit, sans autorisation des Chambres, un député ou un Pair, alors que c'était au contraire la sanction édictée contre ceux qui, hors le cas de flagrant délit, avaient ordonné de telles arrestations (5). Mais, d'après Berriat Saint Prix, cet article devait être écarté car le Code Pénal n'était qu'une loi ordinaire qui ne pouvait modifier un texte constitutionnel comme la Charte. Restait donc l'opposition des deux articles de la Charte : le silence de l'article 29 (6) quant au flagrant délit et tout au contraire la non-application formelle des dispositions de l'article 44 (6) en cas de flagrant délit. Pour cet auteur, un Pair ne pouvait donc pas être arrêté sans l'autorisation de la Chambre à laquelle il appartenait, même au cas de flagrant délit. Mais Berriat Saint Prix n'essayait pas, comme Mahul, de justifier cette disposition (7) ; elle lui paraissait même peu rationnelle. Au reste, ajoutait-il, dans la pratique, la difficulté de constater l'identité donnera souvent le moyen de retenir l'individu saisi en flagrant délit jusqu'à ce que la Chambre soit intervenue. Rappelons-nous cette dernière phrase : elle indiquait un moyen pour retenir un Pair saisi en flagrant délit sans l'arrêter. C'est d'un subterfuge juridique analogue qu'ont usé les Magistrats dans l'affaire du Duc de

(1) Il s'agit cette fois bien entendu de la Charte de 1830.

(2) *Op. cit.*, p. 210.

(3) Voir Append. II.

(4) Voir Append. II.

(5) On se rappelle combien cet article avait été utilisé dans les critiques de la Cour des Pairs contre la Magistrature. Voir *supra*, p. 41.

(6) Voir Append. II.

(7) *Op. cit.*, p. 211.

Praslin et c'est ce qui a soulevé contre eux de si vives critiques.

En 1836 également paraissait un ouvrage de droit criminel dont l'auteur était Rauter, Professeur de procédure civile et de législation criminelle à la Faculté de droit de Strasbourg (1) sous le titre : *Traité théorique et pratique du droit criminel français* ou *Cours de législation criminelle*. Or, d'après cet auteur (2), la Charte n'excepte pas pour les Pairs, le cas de flagrant délit de la règle qu'elle pose, comme elle le fait relativement aux députés. Et même, le Professeur Rauter imaginait qu'on pourrait poursuivre un fonctionnaire pour avoir arrêté, sans l'autorisation de la Chambre des Pairs, un Pair surpris en flagrant délit. Toutefois, dans une telle hypothèse, il proposait de faire bénéficier d'une excuse (3), une telle infraction.

Cependant, en 1847, il existait encore deux ouvrages de droit pénal qui agitaient la question et qui avaient paru récemment. Ceux-là soutenaient la thèse inverse : un Pair pouvait être arrêté en flagrant délit sans l'autorisation de la Chambre des Pairs.

Le Sellyer, Avocat à la Cour royale d'Amiens, ancien Professeur à la Faculté de Droit de Paris, publia en 1844 un *Traité de droit criminel appliqué aux actions publiques et privées*. Dans son tome troisième il étudia en détail le problème qui nous occupe (4) : le principe général, disait-il, en cas de flagrant délit, c'est l'arrestation qui est non seulement autorisée mais obligatoire (5). Et les exceptions, quand il s'agit de principes de cette importance, ne doivent pas facilement se supposer. L'objection tirée de ce que l'article 29 de la Charte (6) n'a pas reproduit la réserve spécifiée dans l'article 44 (6), n'arrête pas Le Sellyer, car elle n'est fondée que sur un argument négatif dont il faut se méfier comme de tous les raisonnements de ce genre. La fin de l'exposé de cet auteur est curieuse et intéressante à citer, car elle aboutit à supprimer la disposition de l'article 44 relative au flagrant délit, particulièrement gênante pour son argumentation : « L'article 44, conclut en effet Le Sellyer, aurait pu ne

(1) Il était également ancien bâtonnier de l'ordre des avocats et député du Bas-Rhin.

(2) P. 287 en note.

(3) Prévue par l'article 65 du Code Pénal.

(4) P. 50.

(5) Il s'appuyait notamment sur l'article 40 du Code d'Instruction criminelle. Voir Append. II.

(6) Voir Append. II.

point parler spécialement du cas de flagrant délit à l'égard des députés. De ce qu'il en a parlé sans nécessité, il ne s'ensuit pas que l'article 29 n'ait point pu se dispenser de mentionner le même cas à l'égard des Pairs ; et son silence sur ce point ne saurait être un motif suffisant pour soutenir qu'il n'a point voulu laisser subsister à l'égard des Pairs le principe général que l'article 44 avait inutilement déclaré maintenir à l'égard des députés. »

En 1844, paraissait également la troisième édition d'un ouvrage intitulé : *Leçons du Code Pénal et d'Instruction criminelle*. Son auteur était Boitard, Professeur suppléant à la Faculté de Droit de Paris.

Pour ce juriste (1), l'article 44 (2) de la Charte n'est pas en opposition avec l'article 29 (2). Le doute, dit cet auteur, qui pourrait résulter de l'article 29 de la Charte relative à son application pour le cas de flagrant délit, est entièrement levé par l'article 44. En effet, la même prohibition d'arrêter en matière criminelle, sans autorisation de la Chambre, écrite dans l'article 29 pour les membres de la Chambre des Pairs, est répétée dans l'article 44 de la Charte pour les députés ; mais, elle y est subordonnée à une exception, celle du flagrant délit qui, sans aucun doute, doit être sous-entendue et ajoutée à l'article 29 (3).

Telles étaient, à cette époque, les opinions de la doctrine. On voit que, sur ce point, les auteurs n'étaient pas d'accord et exprimaient des opinions divergentes.

II

Les Magistrats devaient également se guider sur l'application qui avait été faite sous la Monarchie de Juillet de l'article 29 de la Charte. Il nous faut donc étudier comment on a compris alors les privilèges des Pairs en matière criminelle et nous allons voir par deux espèces, jusqu'à quel point a été interprété largement l'article 29 de la Charte, et combien les privilèges de la Pairie étaient respectés.

(1) P. 325.

(2) Voir Append. II.

(3) Il faut encore ajouter à cette étude de la doctrine l'opinion de Foucart, Professeur de Droit administratif à la Faculté de Droit de Poitiers qui, dans ses *Eléments de Droit public et administratif* (t. I^{er}, 1834, p. 12), sans donner aucun argument, se contente d'estimer que les membres de la Chambre des Pairs, aux termes de l'article 29 de la Charte, ne peuvent être arrêtés que de l'autorité de la Chambre à laquelle ils appartiennent, sauf en cas de flagrant délit.

Avant l'affaire du Duc de Praslin, la question de l'arrestation d'un Pair de France n'avait pas soulevé de difficultés ; mais, par contre, lors de deux procès, on s'était demandé si la Cour des Pairs était compétente pour juger, parce que dans un cas, l'inculpé avait été Pair lors des faits reprochés, mais ne l'était plus lors de la poursuite, et que dans l'autre, tout au contraire, le coupable n'était pas encore Pair de France lorsqu'il avait commis l'acte délictueux, mais l'était devenu, avant d'être jugé. Or, dans ces deux procédures, la Chambre des Pairs s'était déclarée compétente, tant était grand son souci d'étendre les privilèges de la Pairie.

Le 29 octobre 1830 (1), la Chambre du conseil du Tribunal de la Seine renvoyait devant la Chambre des mises en accusation le comte de Kergolay, comme auteur d'articles parus (2) dans la *Gazette de France* et la *Quotidienne* où le Parquet relevait l'excitation au mépris et à la haine du Gouvernement. Mais, le 3 novembre 1830 (3), le Procureur Général près la Cour de Paris prit un réquisitoire d'incompétence. Si, en effet, à cette date, le comte de Kergolay n'était plus Pair de France puisqu'il avait laissé écouler le délai d'un mois accordé par la loi du 31 août 1830 sans prêter serment au nouveau régime, du moins, à la date des délits (4), et à celle du commencement des poursuites (5) il était encore Pair de France. Et, le Procureur Général demandait à la Cour de déclarer nulle l'ordonnance de la Chambre du Conseil et de se dire incompétente. Adoptant ces réquisitions, le 5 novembre 1830, la Cour royale de Paris siégeant, Chambre des appels de police correctionnelle et Chambre d'accusation réunies, se proclama incompétente et la Cour des Pairs (6) se déclara, par arrêt du 24 novembre 1830 compétente en condamnant de Kergolay à six mois de prison (7). Ainsi, la Cour des Pairs avait jugé le comte de Kergolay qui n'était plus Pair de France depuis deux mois.

Au mois de mars 1831, trois rédacteurs du journal *L'Avenir* (8) : Montalembert, Lacordaire et de Caux, avaient

(1) *Cour des Pairs. Procès de M. le Comte de Kergolay*, p. 9.

(2) Les 25 et 27 septembre 1830.

(3) *Cour des Pairs. Procès de M. le Comte de Kergolay*, p. 11.

(4) Les 25 et 27 septembre 1830.

(5) Le 27 septembre 1830.

(6) Convoquée par ordonnance royale du 2 novembre 1830.

(7) *Cour des Pairs. Procès de M. le Comte de Kergolay*, p. 85.

(8) Cf. sur cette affaire : *Louis-Philippe*, par DE LA GORCE, livre V, chap. VIII, p. 239 et PIERRE JACOMET, *Le Palais sous la Monarchie de Juillet*, chap. III, p. 39.

ouvert rue des Beaux-Arts une école. La police vint la fermer et constater l'infraction au monopole universitaire. Les prévenus avaient été cités devant le Tribunal correctionnel qui se déclara incompétent. Le Procureur Général interjeta appel ; et le 21 juin 1831, quand les inculpés recevaient leur citation, le père de Montalembert décédait. Or, il était Pair de France et cette dignité lui avait été conférée (1) le 5 mars 1819, héréditairement, à charge par lui de constituer un majorat, ce qu'il avait fait. Et, devant la Cour royale de Paris (2), Montalembert excipa de l'incompétence de cette juridiction : d'après lui, le privilège des Pairs était attaché non à la fonction, mais à la qualité de Pair. Sa prétention était d'autant plus curieuse, qu'ainsi que le faisait remarquer l'Avocat Général Miller, il n'avait que 21 ans. Il ne pouvait être reçu pour prendre séance à la Chambre des Pairs qu'à 25 ans et il ne devait prendre part aux votes qu'à l'âge de 30 ans. La Cour royale se déclara cependant incompétente.

Devant la Cour des Pairs, l'avocat de Montalembert, M^e Lafargue (3), insista pour obtenir la compétence de cette haute juridiction. Sans doute, disait-il, le comte Charles de Montalembert n'avait pas prêté serment, sans doute, il ne pouvait pas, vu son jeune âge, être admis à siéger. Mais c'est à la qualité de Pair que la Chambre accorde prérogative de juridiction. La Cour des Pairs admit cette théorie, se déclara apte à juger, et le comte de Montalembert avec ses coinceulps fut condamné à cent francs d'amende (4).

On voit donc jusqu'à quel point l'article 29 de la Charte était interprété largement : le comte de Montalembert est devenu Pair de France depuis l'infraction ; il n'a que la qualité de Pair ; et, à cause de son jeune âge, il ne peut siéger. Il n'importe, la Chambre des Pairs le considère comme jouissant des privilèges de la Pairie, et non seulement il devient justiciable de la Chambre des Pairs, mais encore il attire à cette haute juridiction ses coinceulps.

(1) Voir l'arrêt de la Cour des Pairs du 20 septembre 1831. *Gazette des Tribunaux*, 22 septembre 1831.

(2) Audience du 14 juillet 1831. *Gazette des Tribunaux*, 15 juillet 1831.

(3) *Gazette des Tribunaux*, 15 septembre 1831.

(4) Arrêt de la Cour des Pairs du 20 septembre 1831. *Gazette des Tribunaux*, 21 septembre 1831.

III

Que devaient donc faire les Magistrats en présence des textes, de leur interprétation, des précédents ? Pouvaient-ils, puisqu'il y avait flagrant délit, ordonner l'arrestation du Duc de Praslin ?

A notre sens, tout le problème juridique repose sur la comparaison des articles 29 (1) et 44 (1) de la Charte. En effet, il faut absolument écarter de la discussion et l'article 40 (1) du Code d'Instruction criminelle et l'article 121 (1) du Code Pénal, qui ne sauraient être invoqués ici, car ce sont là de simples lois qui ne pourraient abroger ni interpréter la Charte qui est une loi constitutionnelle.

Or, la différence de rédaction de ces deux articles 29 et 44 de la Charte est si grande qu'à moins de vouloir dénier toute signification aux mots, on est bien forcé d'admettre qu'elle a été voulue.

Le privilège du député est beaucoup plus restreint, en matière de poursuite et d'arrestation que celui du Pair. Dans le député, c'est le membre de l'assemblée qu'on a voulu protéger, pendant qu'il siège seulement. Son privilège de ne pouvoir être arrêté sans l'autorisation de la Chambre, cesse en dehors des sessions (2). Dès que légalement la Chambre ne tient plus séance, la protection accordée au député n'existe plus. Pour le Pair, rien de pareil, son privilège est constant ; c'est que ce n'est pas seulement le membre de la Chambre des Pairs qui jouit de l'inviolabilité, mais celui qui est revêtu de la dignité de Pair. C'est la qualité de Pair qu'on a voulu garantir. Et il y a des cas où on peut être Pair de France sans pouvoir siéger à la Chambre des Pairs. Nous en avons vu un exemple dans l'affaire du comte de Montalembert. Revêtu de la dignité de Pair de France, mais trop jeune pour siéger à la Chambre des Pairs, le comte Charles de Montalembert avait cependant été déclaré justiciable de cette haute juridiction (3).

Dès lors, on ne peut, à notre sens étendre, comme le pro-

(1) Voir Append. II.

(2) Cf. article 44 de la Charte. Append. II.

(3) On pourrait objecter à notre raisonnement que notre exemple est tiré de la Pairie héréditaire abolie par la loi du 29 décembre 1831 ; mais, justement, les articles 29 et 44 de la Charte de 1830 reproduisant les articles 34 et 52 de l'ancienne Charte, dataient de l'ancienne organisation de la Pairie.

posaient certains auteurs que nous avons étudiés (1), les dispositions prévues pour les députés, aux Pairs. Ces deux sortes de prescriptions procèdent d'un esprit tout différent et Mahul paraît avoir aperçu le vrai côté du problème (2) quand il déclarait qu'en accordant aux Pairs des garanties absolues de juridiction, ce qu'on avait voulu c'était respecter chez eux leur éminente dignité. Les privilèges de la Pairie étaient d'une autre essence que ceux des députés, ils leur étaient nettement supérieurs. Pour les Pairs, en effet, point d'exception en cas de flagrant délit comme point de lien avec les sessions parlementaires (3).

Comment, dès lors, en présence des prescriptions formelles tirées de l'article 29 de la Charte, texte impératif, ne prévoyant aucune exception et qui, lorsqu'on en avait fait application avait toujours été interprété, nous l'avons vu, d'une façon extensive, puisqu'il avait permis d'attirer à la juridiction de la Cour des Pairs ceux qui n'étaient plus, lors du jugement, Pairs et ceux qui ne l'étaient pas encore, lors des infractions, les Magistrats auraient-ils pu arrêter le Duc de Praslin, Pair de France, saisi en flagrant délit ? Comment l'auraient-ils fait devant les avis si nets de certains auteurs et les indécisions du plus grand d'entre eux, le criminaliste Carnot. Les Magistrats hésitèrent, nous l'avons vu, ce qui montre qu'ils étudièrent la question. Le Procureur du Roi Boucly vint voir le Procureur Général Delangle (4) ; puis tous deux décidèrent d'attendre la saisine de la Cour des Pairs.

En ce faisant, comme disait le Procureur Général Delangle dans son rapport du 30 août 1847 (5), les Magistrats ont rempli leur devoir. On dira peut-être : mais en interprétant aussi littéralement les textes, on aboutissait à des résultats déraisonnables, très dangereux tout au moins ; on risquait de permettre à un Pair de s'enfuir sitôt la perpétration de son

(1) Comme Le Sellyer et Boitard.

(2) Voir *supra*, p. 52.

(3) Quand on étudie de près les formules employées par les articles 29 et 44, on voit qu'à un autre point de vue, elles sont également fort différentes : La Chambre des Députés peut autoriser la poursuite d'un député : en ce cas, on agira avec l'autorisation de la Chambre. Pour les Pairs, les termes employés sont tout autres : il faut l'ordre de la Chambre des Pairs. On agira dès lors comme délégué de la Chambre des Pairs. Là encore, le privilège du Pair est plus étendu que celui du député.

(4) Voir *supra*, p. 23.

(5) Append. I^{er}.

crime. C'est là un reproche que l'on adresse souvent aux Magistrats, car on oublie qu'ils ne font qu'appliquer les lois. Les textes étaient peut-être défectueux, les Magistrats n'avaient pas à en éluder les effets ; ils n'avaient qu'à exécuter leurs prescriptions.

Au surplus, il convient d'indiquer ici que le jour du crime et des premières constatations décisives, le mardi 18 août 1847, le Chancelier est venu à l'hôtel Praslin, ainsi que le Grand Référéndaire : « Hier, vous le savez, écrivait le Procureur du Roi, Boucly, le 19 août 1847... (1), M. le Chancelier est venu prendre connaissance de l'état des choses, et il a eu à ce sujet une conférence avec vous. Dans la soirée, j'ai eu l'honneur de voir M. le Grand Référéndaire... » Et d'après le rapport de la Sûreté générale (2) qui offre, nous l'avons déjà vu, le précieux avantage de relater, heure par heure, les événements de cette journée du 18 août, cette visite du Chancelier a eu lieu, avant deux heures de relevée, c'est-à-dire avant l'empoisonnement du Duc.

Pourquoi donc le Chancelier, s'il était si certain qu'on pût arrêter les Pairs en cas de flagrant délit, n'a-t-il pas donné son avis dès le 18 août et même dès cette date décerné lui-même l'ordre d'arrestation ? Quand, le 20 août, il a délivré un mandat contre le Duc, il a agi de toute évidence illégalement, puisqu'il n'était pas délégué à cet effet par la Cour des Pairs ; il aurait donc aussi bien pu agir avant même la convocation de la Cour des Pairs dès le 18 août. A la séance de la Cour des Pairs du 21 août (3), le Chancelier déclara, non sans une certaine emphase, que « s'il eût pensé qu'il y eût réellement péril d'évasion de la part de l'inculpé, il n'eût pas hésité à prendre sur lui la responsabilité d'une arrestation immédiate, même avant l'arrivée de l'ordonnance portant convocation de la Cour des Pairs ; car, c'est un de ces cas où tout homme d'honneur doit savoir prendre sur lui ce qu'il croit être commandé par un devoir ». Pourquoi alors, le 18 août, étant sur les lieux, le Chancelier n'a-t-il pas donné l'ordre d'arrestation ? Il aurait pu ainsi prévenir l'empoisonnement (4). Que n'a-t-il à ce moment pris alors cette décision ?

(1) Rapport du Procureur Boucly, Append. I^{er}, dernier alinéa.

(2) Copie des procès-verbaux de la Sûreté Générale adressée au Chancelier le 25 août 1847. Arch. CC 808.

(3) *Cour des Pairs. Procès-verbal des séances*, p. 14.

(4) Mais n'était-ce pas pour lui la meilleure solution et ses reproches contre la Magistrature paraissent alors une pure comédie. Le 14 septembre 1847, il écrivait en effet à de Barante (*Souvenirs du*

Sans doute, le lendemain, le 19 août, le Chancelier est revenu sur les lieux ; le deuxième rapport, daté de ce jour du Procureur Boucly, l'indique nettement (1), et alors pour la première fois, le Chancelier a émis l'opinion qu'il devait répandre quelques jours plus tard avec tant de force : les Magistrats pouvaient arrêter le Duc car il y avait flagrant délit. Mais, le 19 août, même si l'avis du Chancelier avait convaincu les Magistrats ou si, de lui-même, il avait délivré l'ordre d'arrestation, il était trop tard ; depuis plus de douze heures le poison avait commencé son œuvre.

Donc, à notre sens, les Magistrats ont eu raison, en l'état des textes, de ne pas arrêter le Duc de Praslin. On se souvient qu'à la Cour des Pairs (2), un autre grief leur a été fait, celui d'avoir illégalement gardé à vue le coupable.

Ici, les rapports du Procureur Boucly expliquent avec détail les textes sur lesquels les Magistrats se sont basés pour édicter la garde à vue. Le 19 août (3), le Procureur du Roi Boucly indiquait simplement que le Duc de Praslin était gardé à vue dans son hôtel. Il concevait d'ailleurs que c'était une situation provisoire qui ne pouvait durer et il ajoutait : « Mais il paraît urgent qu'une détermination soit prise. » Le 30 août, dans son rapport (4), le Procureur du Roi Boucly notait qu'il s'était basé sur les articles du Code d'Instruction criminelle, et, spécialement sur l'article 40 (5). Ce texte permet, en effet, en cas de flagrant délit, au Procureur du Roi de « saisir » le prévenu présent contre lequel il existerait des indices graves. Comment, en présence des termes précis de cet article, a-t-on pu parler à la Cour des Pairs, comme l'a fait le Premier Président Portalis (6), d'atteinte à la liberté individuelle ? Les dispositions de l'article 40 du Code d'Instruction criminelle sont très nettes ; elles permettent

Baron de Barante, t. VII, p. 232) : « Le misérable Duc, en tranchant son existence, nous a, pour quelques moments, mis dans une situation difficile ; pourtant, au fond, ce dénouement a peut-être encore été le moins malheureux auquel on fut exposé, car le jugement et surtout l'exécution auraient pu causer une bien grande émotion populaire. »

(1) Append. I^{er}. Nous avons, *supra*, p. 28, fixé l'envoi de ce rapport à trois heures de relevée.

(2) Voir *supra*, p. 41 et p. 44 la réfutation de ces critiques dans le *Moniteur*.

(3) Rapport du Procureur Boucly, du 19 août 1847. Append. I^{er}. dernier alinéa.

(4) Rapport du Procureur Boucly, du 30 août 1847. Append. I^{er}, 4^e et 6^e alinéa.

(5) Voir ce texte Append. II.

(6) Voir *supra*, p. 41.

toute mesure de coercition, pour empêcher l'évasion pendant que l'instruction continue et avant que l'arrestation soit ordonnée. En employant ce moyen légal, les Magistrats ont donc, loin de tourner la loi, remédié à sa carence. Il était bien certain que le législateur n'avait pas prévu un crime perpétré par un Pair : les textes empêchaient de l'arrêter avant l'ordre de la Chambre des Pairs. Il fallait donc l'attendre et pendant cette période intermédiaire prendre des mesures de surveillance que n'avait pas envisagées la loi et que permettait justement cet article 40 du Code d'Instruction criminelle.

Ainsi donc, sur la question juridique, et c'était sur ce terrain surtout qu'avaient porté les critiques, les Magistrats nous semblent inattaquables. Reste la question de fait.

CHAPITRE IV

Les Magistrats ont-ils commis des fautes professionnelles en ne prenant pas toutes les précautions indispensables pour empêcher le Duc de Praslin d'attenter à ses jours ?

Quelles ont été les mesures de surveillance prises par les Magistrats à l'égard du Duc ? Comment ont-elles été exécutées ? Ont-elles été suffisantes et pouvaient-elles être différentes ? Nous allons voir maintenant combien la solution de la garde à vue, la seule possible, en l'état des textes, était dangereuse pour ceux qui l'employaient.

Avant l'arrivée des Magistrats, pendant les premières heures de la matinée du 18 août 1847 (1), le Duc de Praslin était resté libre dans son hôtel, mais des précautions avaient seulement été prises contre une tentative d'évasion. Et le Duc pouvait aller et venir dans ses appartements. C'était là, la simple application des dispositions de l'article 34 du Code d'Instruction criminelle, la défense faite de sortir des lieux (2). Plus tard, après huit heures du matin, quand le Juge d'Instruction Broussais et le Substitut Delalain conçurent leurs premiers soupçons contre le Duc, redoutant une tentative de suicide, ils le firent rentrer en vertu des prescriptions de l'article 40 du Code d'Instruction criminelle, dans son appartement particulier, sous la surveillance des

(1) Rapport du Procureur du Roi Boucly, 30 août 1847. Append. I^{er}, 3^e alinéa.

(2) La même mesure fut d'ailleurs prise contre les autres occupants de l'hôtel, par exemple contre Charpentier, le valet de chambre du Duc (Témoignage Charpentier, 18 août 1847, devant le Juge Broussais. *Cour des Pairs. Procès-verbaux*, 1^{re} série, p. 58).

agents du service de sûreté (1). C'était la garde à vue qui commençait. Mais les charges se précisaient contre le Duc. Le Procureur du Roi lui fit subir avec le Juge un interrogatoire pressant (2) : « Alors, dit ce magistrat (3), je le plaçai personnellement sous la garde du Chef de la brigade de la sûreté (article 40 du Code d'Instruction criminelle) et je recommandai de prendre toutes les précautions nécessaires pour prévenir toute tentative d'évasion ou de suicide. Depuis ce moment, M. de Praslin a été rigoureusement gardé à vue dans sa chambre, non seulement sous la surveillance de M. Allard, qui n'a presque pas quitté l'hôtel, mais sous celle des deux commissaires de police qui, ne doutant pas plus que nous de la culpabilité du Duc, sentaient tout le poids de la responsabilité qui leur était imposée. Pendant ces trois jours et ces trois nuits leur zèle ne s'est pas un instant démenti. »

C'est donc, vers midi trois quarts, que ces ordres ont été donnés par le Procureur du Roi, puisque, d'après le rapport de ce Magistrat, ils ont suivi immédiatement l'interrogatoire du Juge qui, nous l'avons vu (4), est mentionné dans le procès-verbal du Juge d'Instruction clos à cette heure. En effet, s'il était besoin de corroborer les dires du Procureur du Roi, le Chef de la sûreté, Allard, dans son rapport (5) que nous avons eu maintes fois l'occasion de citer, signalait à deux heures de relevée, que le Procureur du Roi l'avait chargé de bien faire surveiller le Duc pour éviter une évasion ou un suicide.

Plus tard, lorsqu'il a été interrogé par le Chancelier Pasquier (6), Allard a été beaucoup plus réticent : on connaissait alors l'heure de l'ingestion de l'arsenic ; aussi le policier essaya-t-il de faire croire que la garde très rigoureuse n'avait commencé que le 19 août, à une heure du matin, quand les Magistrats n'étaient plus là. Il insinuait ainsi que jusque-là, c'étaient les Magistrats qui assuraient cette surveillance et que même au cours de l'interrogatoire subi

(1) Rapport du Procureur du Roi Boucly, 30 août 1847. Append. I^{er}, 4^e alinéa.

(2) Voir *supra*, p. 18.

(3) Rapport du Procureur du Roi Boucly, 30 août 1847. Append. I^{er}, 6^e alinéa.

(4) Voir *supra*, p. 20.

(5) Copie des procès-verbaux de la Sûreté Générale, datés du 18 août 1847 à deux heures de relevée, adressée au Chancelier, le 25 août 1847. Arch. CC 808.

(6) Interrogatoire d'Allard, le 28 août 1847, par le Chancelier de France, *Cour des Pairs. Procès-verbaux*. Supplément, p. 233.

par le Duc, vers midi, les Magistrats avaient fait sortir les agents. Or, ceci était inexact, car les termes du rapport d'Allard, qui est au dossier des Archives, étaient très précis et il y reconnaît avoir reçu lui-même du Procureur du Roi des ordres de surveillance. D'autre part, dans ce rapport de la police, l'interrogatoire des Magistrats est décrit avec beaucoup de vie ; c'est donc qu'Allard y assistait.

Ces précautions prises par les Magistrats étaient-elles suffisantes ? Ils ne pouvaient faire garder à vue le Duc de Praslin dans une prison, car c'eût été alors une détention et un mandat eût été nécessaire. Mais, tout en le faisant surveiller dans son hôtel, ils auraient pu, dirait-on, donner des ordres plus sévères qui auraient peut-être répugné à leur sensibilité, mais qui auraient assuré une garde plus stricte ; par exemple, le faire isoler absolument dans une pièce éloignée de sa chambre.

Ils auraient sans doute dû également, mais ce sont là des mesures dont on ne découvre qu'après coup la nécessité, empêcher non seulement les amis du Duc de l'approcher, ce qu'ils ont fait (1), mais éloigner également ses domestiques et ses médecins. C'est ici évidemment que les explications du Procureur du Roi sont peut-être un peu embarrassées : « Ses domestiques, a écrit ce Magistrat, dans son rapport du 30 août (1), ne lui ont rendu aucun service que sous la surveillance et par l'intermédiaire des agents ; nul ne s'est approché de lui, si ce n'est M. Reymond et M. Louis, ses deux médecins, le premier jeune encore, mais personnellement connu de l'un des commissaires de police qui nous assistaient, le second également recommandable par son caractère et par le nom qu'il s'est fait dans la science. M. de Praslin a demandé qu'ils fussent admis à lui donner leurs soins ; cette requête ne devait pas être repoussée. »

Sans doute, rien ne permet de suspecter soit les domestiques du Duc, soit ses médecins, et on se souvient que sur son lit de mort le Duc de Praslin affirma (2) qu'il n'avait reçu de personne ce poison. Mais cette affluence de médecins amis, cette présence constante de domestiques permettaient des allées et venues dans la chambre même où était gardé le Duc et rendaient la surveillance de la police plus difficile.

D'ailleurs, quand le Procureur du Roi en arrive, dans son

(1) Rapport du Procureur du Roi Boucly, 30 août 1847. Append. I^{er}, 8^e alinéa.

(2) Voir *supra*, p. 34.

rapport du 30 août (1), à se demander quand et comment le Duc a pu se saisir du poison et l'avaler ; il émet l'hypothèse que ces gestes ont pu être favorisés par les allées et venues des médecins le 18 août vers quatre heures du soir, quand les praticiens l'ont examiné. Des médecins étrangers à la maison auraient été plus méfiants à l'égard du Duc ; ils auraient secondé la surveillance de la police au lieu de se faire inconsciemment les auxiliaires du Duc.

Mais ces faits, qu'à distance l'on peut relever à l'encontre des Magistrats, ne sont pas des fautes même vénielles et légères. Il faut ne pas avoir assisté à ces premières constatations criminelles, ne pas savoir qu'à ce moment les questions les plus diverses assaillent l'esprit des Magistrats, pour leur faire grief de ne pas avoir édicté des mesures de surveillance sévères. N'oublions pas non plus les considérations d'humanité qui les influençaient, à leur insu peut-être : ils étaient témoins d'une grande chute ; celui qu'ils avaient devant eux était tombé brusquement de la Pairie dans l'infamie. Qui peut les censurer de n'avoir pas pris contre lui, dès le début, des mesures coercitives brutales ?

Au surplus, les Magistrats ne sont pas des policiers. Comme nous l'avons vu plus haut, le Procureur du Roi s'en était remis au Chef de la sûreté, Allard, et il avait placé le Duc personnellement sous sa garde. Il n'avait pas à entrer dans les détails de la surveillance. C'étaient aux agents de police à l'exécuter.

Toutefois, une telle garde à vue dans la propre maison du criminel était bien périlleuse. Il n'y eut pas que les allées et venues des médecins que signalait le Procureur du Roi dans son rapport (2) qui purent favoriser un certain isolement du Duc. A un autre moment, le Duc demanda à aller aux lieux d'aisances (2) où il pénétra seul, ayant demandé à l'agent de ne pas l'y accompagner. Il y eut certainement au cours de cette longue journée du 18 août, d'autres instants où l'attention des agents a pu être détournée.

Il paraît évident que si le Duc n'était pas resté dans sa chambre, il n'aurait pu sans doute se saisir du flacon de poison qu'il avait caché dans quelque recoin secret. Mais, et c'est là un point sur lequel insiste le Procureur dans son rapport, même si, dès le début, on l'avait éloigné des pièces

(1) Rapport du Procureur du Roi Boucly, du 30 août 1847. Append. I^{ix}, 7^e alinéa.

(2) Rapport du Procureur du Roi Boucly, 30 août 1847. Append. I^{ix}, 7^e alinéa.

où il se tenait habituellement, même si, comme nous le proposons plus haut, on l'avait tenu aux premiers soupçons dans une chambre éloignée, même enfin, si on l'avait incarcéré dans une prison, de par la loi, il aurait dû, comme prévenu (1), être présent aux opérations de constat et de perquisitions effectuées dans ses appartements. Il aurait fallu alors l'y faire revenir et il aurait pu à ce moment s'emparer aussi bien du poison qu'il avait auparavant dissimulé.

Cet argument nous paraît décisif. On voit donc que toutes les précautions humainement possibles avaient été prises par les Magistrats. Et le Procureur du Roi, en terminant son rapport du 30 août et en rappelant l'exemple de criminels qui s'étaient suicidés soit dans les prisons, soit en pleine cour d'assises, pouvait écrire non sans justesse : « Il faut donc conclure (2)... qu'il est à peu près impossible, quand on ne veut pas et qu'on ne peut pas recourir à des moyens violents de compression corporelle que n'admettent ni nos lois, ni nos mœurs, d'empêcher un homme de rester, jusqu'à un certain point, le maître de disposer de sa vie. »

(1) Rapport du Procureur du Roi Boucly, 30 août 1847. Append. I^{ix}, avant-dernier alinéa.

(2) Rapport du Procureur du Roi Boucly, 30 août 1847. Append. I^{ix}, dernier alinéa.

Conclusion

Aux attaques souvent violentes qu'avait déchaînées contre elle l'affaire du Duc de Praslin, la Magistrature n'avait pas répondu publiquement. Les Procureurs se contentèrent d'exposer en détail leur rôle dans des rapports qui sont demeurés dans la poussière des Archives. Et même là, ils n'avaient pas réfuté les arguments juridiques émis à la Cour des Pairs, puis reproduits à grand fracas par la presse même officielle. Partout, on leur reprochait d'avoir considéré à tort l'inviolabilité de la Pairie comme subsistant encore en flagrant délit. Il leur aurait été cependant facile de montrer l'hésitation, les controverses des auteurs sur ce point, les précédents juridiques qui appuyaient leur thèse. Ils ont préféré le silence et nulle voix ne s'est élevée pour les défendre. Peut-être comprirent-ils que, dans une affaire aussi grave par ses répercussions, il fallait à l'opinion un dérivatif et, dans l'intérêt de la paix publique, ils ont mieux aimé se taire. Au surplus, aucune mesure ne les frappa et ce fut seulement la révolution de février qui, le 24 février 1848, révoqua les deux Procureurs (1).

Les années ont passé. Maintes fois encore, dans notre histoire, la Magistrature sera injustement accusée, le plus souvent par méconnaissance soit des faits exacts, soit des règles juridiques. Bien rarement, elle se défendra, considérant que les polémiques sont indignes d'elle. Seul, l'historien qui possède les documents et l'objectivité qui font défaut aux contemporains, peut essayer de formuler un jugement définitif.

Dans cette affaire du Duc de Praslin, où à certains moments la Magistrature, fort injustement à notre sens, prit

(1) Voir leur biographie Append. III.

posture presque d'inculpée, nous avons essayé d'être le Juge d'Instruction impartial de ce procès qui s'était déroulé en marge de l'affaire criminelle. Nous avons, nous l'espérons, établi qu'on ne peut reprocher aucune faute aux Magistrats qui, devant les textes, ne pouvaient prendre une autre décision : ils ne pouvaient pas arrêter le Duc de Praslin. Pair de France, quoique convaincus de sa culpabilité. Dès lors, ils en étaient réduits à cet expédient, parfaitement légal du reste, la garde à vue. Mais c'était une solution périlleuse qui risquait d'offrir de grandes facilités au criminel désireux de se donner la mort.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Documents d'Archives

Les pièces du procès relatif à l'assassinat de la Duchesse de Praslin sont aux Archives Nationales Cotes CC 808 à 812.

Il existe également, dans la série BB¹⁸ 1455 4421, un dossier relatif à la correspondance des Magistrats sur cette affaire.

Il ne semble pas exister d'autres documents dans les Archives publiques sur notre sujet. Aux Archives Nationales, la série F^r, les dossiers du Procureur Général Delangle et du Procureur Bouely ne contiennent pas de pièces sur ces questions. Nos recherches à la Préfecture de Police dans le carton A 426 (Événements divers 1840 à 1847), aux Archives du Ministère de la Guerre dans les dossiers du Maréchal Horace Sébastiani et du Général Tiburce Sébastiani, ont été négatives. Enfin nous n'avons pas été plus heureux, en recherchant dans les séries F^r C¹¹¹ BB¹⁸ et BB³⁰ des rapports de Préfets ou d'autres Procureurs Généraux sur cette affaire. Nous aurions voulu encore voir le dossier du Chef de la Sûreté Allard, mais il n'existe pas aux Archives Nationales.

II. — Imprimés

A. *Publications officielles sur ce procès.* Elles ne sont pas complètes et tout le dossier de la Cour des Pairs n'a pas été publié intégralement (Voir par exemple *supra*, p. 38, note 1).

1° *Cour des Pairs. Assassinat de Madame la Duchesse de Praslin. Procédure. Procès-verbaux divers. Dépositions de témoins. Interrogatoires.* Paris, Imprimerie royale, août 1847, in-4°, 244 p. Bib. Nat. Lb⁶¹ 4340.

2° *Cour des Pairs. Extraits des lettres de Madame la Duchesse de Praslin et autres pièces manuscrites trouvées dans ses papiers.* Paris, Imprimerie royale, août 1847, in-4°, 86 p. Bib. Nat. Lb⁶¹ 4340.

3° *Cour des Pairs. Assassinat de Madame la Duchesse de Praslin. Procès-verbal des séances relatives à cette affaire.* Paris, Imprimerie de Crapelet, 1847, in-4°, 58 p. Bib. Nat. Lb⁶¹ 4340.

B. *Ouvrages consacrés à cette affaire.* Ce sont des ouvrages plus près du roman que de l'histoire

4° DOCTEUR CABANÈS, *Les Indiscretions de l'histoire*, 4^e série. « Une tragédie mondaine sous Louis-Philippe. Suicide ou comédie judiciaire », pp. 213 à 255. Paris, 1912, in-16°, 405 p. Bib. Nat. 8° T²¹ 596.

5° ARMAND PRAVIEL, *Notre-Dame de Praslin*. Paris, 1926, in-16°, 253 p. Bib. Nat. 8° Ln²⁷ 61894.

6° ALBERT SAVINE, *L'Assassinat de la Duchesse de Praslin*. Paris, 1908, in-16°, 192 p. Bib. Nat. 8° G 8655.

C. *Ouvrages spéciaux sur d'autres procès.* Nous en faisons état dans l'Introduction et dans la discussion des Précédents (chap. III, II°).

7° *Cour des Pairs. Affaire des Mines de Gouhenans*. Paris, 1847, 3 vol. in-4°. Bib. Nat. Lb⁵¹ 4324.

8° *Cour des Pairs. Procès de M. le Comte de Kergolay*. Paris, 1830, in-8°, 52 p. Bib. Nat. Lb⁵¹ 317.

D. *Ouvrages médicaux.* Nous y faisons allusion dans le chap. I, VI, lors de nos recherches sur la date de l'empoisonnement

9° BIECHY, *L'empoisonnement du Duc de Praslin*. Examen du traitement antitoxique. Selestat, 1847, in-8°, xxiv-22 p. Bib. Nat. Tf²⁰ 49.

10° AMBROISE TARDIEU, *Etude médico-légale et clinique sur l'empoisonnement*. Paris, 1867, in-8°, 1072 p. Bib. Nat. Tf¹³ 77.

E. *Ouvrages juridiques.* Nous les avons utilisés dans l'étude de la question juridique au Chapitre III, I

11° BERRIAT SAINT PRIX, *Commentaire sur la Charte constitutionnelle*. Paris, 1836, in-8°, 479 p. Bib. Nat. Le³ 151.

12° BOITARD, *Leçons du Code Pénal et d'Instruction criminelle* par BOITARD, Professeur suppléant à la Faculté de Droit de Paris, publiées par GUSTAVE DE LINAGE. Paris, 1844, 3^e éd., in-8°, 678 p. Bib. Nat. F 29714.

13° CARNOT, *De l'instruction criminelle considérée dans ses rapports généraux et particuliers avec les lois nouvelles et la jurisprudence de la Cour de Cassation*. Paris, 1829, t. 1^{er}, 2^e éd., in-4°, 744 p. Bib. Nat. F 17991.

14° FOUCART, *Eléments de Droit public et administratif* par E.-V. FOUCART, Avocat, Professeur de Droit administratif à la Faculté de Droit de Poitiers. Paris, 1834, t. 1^{er}, in-8°, 400 p. Bib. Nat. F 35054.

15° LE SELLYER, *Traité de Droit criminel appliqué aux actions publiques et privées*, par LE SELLYER, Avocat à la Cour Royale d'Amiens, ancien Professeur à la Faculté de Droit de Paris. Paris, 1844, t. III, in-8°, 760 p. Bib. Nat. F 38732.

16° MAHUL, *Tableau de la Constitution politique de la Monarchie française, selon la Charte*. Paris, 1830, in-8°, iv-744 p. Bib. Nat. 8° Le⁴ 83.

17° RAUTER, *Traité théorique et pratique du Droit criminel français, ou cours de législation criminelle*, par RAUTER, Professeur de Procédure civile et de législation criminelle à la Faculté de Strasbourg. Paris, 1836, in-8°, 672 p. Bib. Nat. F 42398.

F. Ouvrages généraux. Incidemment utilisés

18° D'ALTON SHÉE, *Souvenirs de 1847*. Paris, 1879, in-8°, 329 p. Bib. Nat. La²³ 40 bis.

19° BARON DE BARANTE, *Souvenirs (1782-1866), publiés par son petit-fils Claude de Barante*. Paris, 1899, t. VII, in-8°, 561 p. Bib. Nat. 8° Ln²⁷ 39184.

20° MARÉCHAL CANROBERT, *Souvenirs d'un siècle*, par GERMAIN BAPST. Paris, 1898, t. I, in-8°, 560 p. Bib. Nat. Ln²⁷ 45817.

21° ROBINET DE CLÉRY, *Les deux fusions (1860-1873)*. Paris, 1908, in-8°, iii-373 p. Bib. Nat. 8° L²¹ 69.

22° DE LA GORCE, *Louis Philippe (1830-1848)*. Paris, 1931, in-8° 420 p. Bib. Nat. 8° Lb⁵¹ 5287.

23° VICTOR HUGO, *Choses vues*. Paris, 1887, in-8°, 374 p. Bib. Nat. 8° Z 1367.

24° JACOMET PIERRE, *Le Palais sous la Monarchie de Juillet*. Paris, 1927, in-16°, vii-291 p. Bib. Nat. 8° LK⁷ 41887.

25° THUREAU-DANGIN, *Histoire de la Monarchie de Juillet*. Paris, t. VII, in-8°, 537 p. Bib. Nat. Lb⁵¹ 5144.

III. — Journaux

Le Constitutionnel, le Courrier français, le Journal des Débats, la Démocratie pacifique, la Gazette de France, le Moniteur, le National, la Presse, le Siècle, l'Univers.

APPENDICES

APPENDICE I

Les Correspondances et les Rapports du Procureur Général Delangle et du Procureur du Roi Boucly, du 18 au 30 août 1847, au sujet de l'assassinat de la Duchesse de Praslin.

I. 18 août 1847. — *Lettre du Procureur Général Delangle à Monsieur le Garde des Sceaux* (Archives BB¹⁸ 1455 4421).

Un crime affreux a été commis ce matin. Madame la Duchesse de Choiseul-Praslin a été assassinée. Une instruction est commencée.

Signé : DELANGLE.

A cette lettre était jointe une lettre du même au même avec la mention personnelle :

II. 18 août 1847. — Un crime effroyable a été commis ce matin à Paris. Madame la Duchesse de Choiseul-Praslin, fille de M. le Maréchal Sébastiani, a été assassinée dans sa chambre à coucher.

Appelé dès 6 heures par M. le Général Sébastiani, qu'on avait fait prévenir de ce fatal événement, en l'absence de son frère, qui, comme vous le savez, a quitté Paris, pour visiter la Corse, j'ai pu voir de mes yeux les horribles blessures par lesquelles s'est écoulée la vie de la Duchesse de Praslin.

Une instruction est commencée, et, j'ose à peine vous dire quelle en est la direction. Les soupçons les plus graves pèsent sur le mari de la victime.

J'aurai soin de tenir votre Excellence au courant de tout ce que l'information révélera.

Signé : DELANGLE.

III. Jeudi, 8 heures du matin. [(19 août 1847) la date n'existe pas sur l'original où il y a seulement le jour de la semaine et l'heure]. — *Lettre du Procureur Général Delangle à Monsieur le Garde des Sceaux* (Archives BB¹⁸ 1455 4421).

Il n'est plus permis de conserver de doute sur la culpabilité du Duc de Praslin : c'est lui qui a tué sa femme. Cette opinion est celle de tous les magistrats qui se sont occupés de cette funeste affaire ; c'est aussi l'opinion des médecins et de la police.

S'il ne s'était agi d'un Pair de France, un mandat d'arrêt aurait été immédiatement décerné ; mais nous avons pensé, M. le Procureur du Roi et moi, que nous n'avions pas ce droit et que nous devons nous borner à faire garder à vue le Duc de Praslin, ce qui a eu lieu.

Mais que faire maintenant ? M. le Chancelier incline à penser que, même avant l'ordonnance qui constituera la Chambre des Pairs en Cour de Justice, il peut ordonner l'arrestation après en avoir conféré avec les Vice-Présidents de la Chambre et quelques-uns des anciens Pairs. Je dois le voir ce matin à ce sujet.

Vous voyez, Monsieur le Garde des Sceaux, combien il importe qu'une prompte détermination soit prise. Votre présence à Paris serait bien nécessaire.

Tout ceci est douloureux au delà de ce qu'on peut dire ; mais la Justice a des devoirs à remplir, et l'émotion qui règne à Paris nous indique qu'elle ne peut trop tôt montrer la volonté de les accomplir avec fermeté.

Signé : DELANGLE.

IV. 19 août, midi. — *Lettre du Procureur Général Delangle à Monsieur le Garde des Sceaux* (Archives BB¹⁸ 1455 4421).

Je viens d'avoir une conférence avec M. le Chancelier et M. le Duc Decazes. Tous les deux pensent que l'ensemble des preuves qui accusent le Duc de Praslin est tellement grave, tellement décisif qu'il y a nécessité de le mettre en jugement et qu'il importe au plus haut degré qu'une ordonnance royale convoque immédiatement la Cour des Pairs.

Je vous écrivais ce matin que telle était mon opinion et celle des magistrats auxquels l'instruction est confiée. Il n'y a pas, à l'heure qu'il est, un doute possible sur la culpabilité de M. de Praslin. Il faut qu'il soit arrêté et, pour que la mesure soit légale, elle doit émaner du Président de la Cour des Pairs.

J'ose donc vous prier, Monsieur le Garde des Sceaux, si vous ne prenez le parti de venir immédiatement à Paris, d'y envoyer une ordonnance de convocation pour la Cour des Pairs.

Dans tous les cas, il me serait agréable d'avoir pour Avocat Général M. Boucly qui, de retour dès hier matin, s'est occupé de l'instruction avec une intelligence et un zèle qui ont beaucoup contribué à la découverte de la vérité.

Je joins ici le rapport qui m'est adressé par ce magistrat ; en vous donnant une idée exacte des charges qui pèsent sur M. de Praslin, il vous mettra à même de prendre une résolution.

Signé : DELANGLE.

V. 19 août 1847, 1 heure moins un quart. — *Rapport du Procureur du Roi Boucly à Monsieur le Procureur Général Delangle* (Archives BB¹⁸ 1455 4421).

(En marge on lit : M. Meilheurat. Il s'agit du Directeur des Affaires criminelles au Ministère de la Justice à qui le rapport fut par la suite, sans doute, adressé).

L'information qui a commencé hier sous vos yeux, à la suite de l'assassinat commis sur la personne de Madame la Duchesse de Praslin, a été continuée hier toute la journée et fort avant dans la nuit ; ce matin, elle a été reprise et les résultats qui ont été obtenus sont

de telle nature que je dois vous les placer sous les yeux, pour qu'ils puissent être immédiatement soumis à la haute appréciation du Gouvernement.

Vous savez, Monsieur le Procureur Général, que Madame la Duchesse de Praslin a été assassinée hier matin vers cinq heures moins un quart dans sa chambre à coucher, située au rez-de-chaussée de l'hôtel qu'elle habite et donnant sur le jardin. La nature des blessures qui lui ont donné la mort et l'état dans lequel les lieux ont été trouvés paraissent établir que Madame de Praslin a été attaquée dans son lit et, que l'assassin a tenté de lui couper la gorge ; qu'elle a pu le repousser d'abord, saisir l'instrument du crime et tirer les cordons de sonnettes qui sont suspendus à la ruelle de son lit, qu'elle a même réussi à se précipiter hors du lit, qu'elle a parcouru sa chambre cherchant une issue pour s'échapper, s'appuyant aux meubles, essayant de saisir tous les cordons de sonnettes, qu'elle a enfin été terrassée auprès de la cheminée et frappée là, sur le col et par derrière des blessures qui lui ont donné la mort. Les sonnettes avaient appelé les domestiques. Ils sont accourus avec précipitation, mais de tous les côtés par lesquels ils pouvaient aborder la chambre de leur maîtresse, les issues étaient fermées et derrière ces portes retenues par des verrous intérieurs, ils ont entendu les derniers cris, les derniers efforts et les derniers soupirs de la victime. Une seule porte était ouverte, elle donne sur le jardin à l'extrémité de l'hôtel, en haut d'un escalier de bois, dans un renforcement et elle ouvre dans une sorte d'antichambre qui sépare l'appartement de M. le Duc de Praslin de l'appartement de la Duchesse. Cette porte, qui ne ferme que par une serrure à bouton et sans clef et par un verrou dont il ne semble pas qu'on fasse habituellement usage est constamment assujettie par une barre de fer que reçoivent deux solides crampons du même métal. C'est par là, que les domestiques ont pu enfin pénétrer et reconnaître le crime qui venait d'être commis. Ils n'ont vu fuir personne ; aucune trace d'effraction ni d'escalade n'a pu être retrouvée malgré de minutieuses recherches. Deux circonstances graves dans l'état des lieux sont encore à remarquer. La porte d'entrée de l'appartement du rez-de-chaussée sous le vestibule est ordinairement fermée le soir à clef, et la clef est ensuite accrochée à un clou où la trouve celui des domestiques que son service appelle le premier dans l'appartement. Un verrou, placé en dedans, n'est donc pas et ne peut pas être habituellement fermé. Il l'était ce jour là, et cette circonstance a eu pour effet de retarder assez l'entrée du domestique dans l'appartement pour que l'assassin ait pu porter les derniers coups. En second lieu, la porte de communication entre la chambre à coucher et le grand salon était fermée intérieurement, par une précaution que Madame de Praslin ne prenait jamais, tandis qu'un verrou placé intérieurement à la porte par laquelle on communique de cette chambre au cabinet de toilette et à cette petite antichambre qui communique à la fois avec le jardin et avec la chambre à coucher de M. de Praslin, avait été dévissé et a été trouvé sur la boiserie non loin de la place qu'il devait occuper. Ainsi, toute communication était interdite entre la chambre à coucher de la victime et l'extérieur ; mais la communication restait forcément libre entre cette chambre à coucher et l'appartement du Duc ; elle l'était aussi avec le jardin mais à la condition, pour qui viendrait de l'extérieur, de franchir l'obstacle résultant d'une porte barricadée qui n'a présenté aucune trace d'effraction.

On ne pouvait pas n'être point fortement frappé de la gravité des circonstances et l'impression devenait plus vive quand on apprenait que le ménage du Duc et de la Duchesse de Praslin avait été depuis plusieurs années troublé d'une manière fâcheuse. Un soupçon terrible et qui paraissait déjà justifié dut s'emparer des esprits. Les magistrats ne l'accueillirent qu'avec réserve ; mais bientôt des charges importantes sont venues les fortifier ; je me hâte, Monsieur le Procureur Général, de les résumer aussi rapidement que possible en ne m'attachant qu'aux plus décisives :

1° Il est certain que la plupart des vêtements de M. de Praslin étaient tachés de sang. Il explique cette circonstance par son empressement à relever le corps de sa femme et à lui donner du secours ; mais on peut remarquer sur quelques-uns de ces vêtements, du sang qui a jailli ; ce qui est peu d'accord avec l'explication présentée.

2° Immédiatement après le crime, il a lavé lui-même et avec du savon le revers de sa robe de chambre et il a détruit par le feu une partie de ses vêtements, notamment un foulard dont les débris humides et tièdes ont été retrouvés et saisis dans le foyer. M. de Praslin, qui pouvait si facilement changer de vêtements, explique la première circonstance par son désir d'aller voir ses filles *qu'il n'a pas été voir* ; quant à la seconde, il dit avoir jeté par hasard dans la cheminée où il avait jeté la veille un foulard en mauvais état, qu'il avait pris pour sa coiffe de nuit et qu'il n'a pas remplacé, une allumette qu'il avait allumée en plein jour, il ne sait pourquoi, dans le moment même où il venait de commettre le crime.

3° Au moment où M. le Duc de Praslin s'est déshabillé pour qu'on put saisir ses vêtements, on a trouvé, entre l'une de ses bretelles et sa chemise, sur sa poitrine, un cordon vert semblable à ceux auxquels les chasseurs suspendent ou leur poudrière ou leur sac à plomb. Pourquoi ce cordon à cette place, dans un pareil moment, quand on s'est rapidement jeté à bas du lit ? Aucune explication.

4° Lorsqu'excité par les cris de ses gens, M. de Praslin s'est levé et a couru chez sa femme, il s'est armé d'un pistolet d'arçon chargé ; le pistolet a été retrouvé dans la chambre à coucher de la Duchesse sous un meuble, couvert de sang soit par contact, soit par jaillissement, et, au pommeau de cette arme est attachée une portion de cuir chevelu et de cheveux qui paraît provenir de l'une des blessures portées à la Duchesse. M. de Praslin reconnaît que le pistolet est à lui ; de ses mains, il n'a pu passer dans celles de personne ; il soutient toutefois n'avoir pas frappé sa femme.

5° Enfin, M. le Duc de Praslin, visité hier par les médecins, a présenté aux mains et sur diverses parties du corps des égratignures, des contusions d'une date récente, qui semblent attester qu'il a soutenu une lutte récente et dont quelques-unes paraissent même se rattacher à celles des circonstances de la lutte que peuvent révéler l'état des lieux et la nature des blessures de la victime. M. de Praslin explique ce fait si grave par des habitudes de travaux manuels et par des accidents non justifiés, au moins quant à présent.

Tels sont, M. le Procureur Général, les principaux résultats de l'instruction ; ils dirigent et puis même dire qu'ils fixent, quant à présent, l'inculpation sur M. de Praslin. La gravité du crime s'en augmente, et, elle prend un caractère à jamais déplorable, quand on songe que l'épouse assassinée était la mère de neuf enfants et que, bien loin qu'aucun reproche puisse s'élever contre sa mémoire, elle

était aimée et bénie de tout ce qui l'entourait. Mais, M. le Duc de Praslin est revêtu de la dignité de Pair de France et, aux termes de la Charte, aucun Pair ne peut être arrêté que de l'autorité de la Chambre et jugé que par elle en matière criminelle. Jusqu'à présent, l'instruction se poursuit, et M. le Duc de Praslin est gardé à vue dans son hôtel. Mais, il paraît urgent qu'une détermination soit prise. Hier, vous le savez, Monsieur le Procureur Général, Monsieur le Chancelier est venu prendre connaissance de l'état des choses et il a eu à ce sujet une conférence avec vous. Dans la soirée, j'ai eu l'honneur de voir M. le Grand Référendaire, et je me suis empressé de porter à sa connaissance toutes les mesures prises et leurs principaux résultats ; mais enfin, les magistrats ne peuvent méconnaître que la compétence leur échappe davantage à mesure même que les progrès de l'instruction amènent sur les faits plus de lumière, et j'ai dû, Monsieur le Procureur Général, vous adresser promptement ce rapport pour vous mettre à même de lui donner telle suite que vous jugerez convenable. J'attends vos instructions sans cesser d'informer.

Signé : BOUCLY.

VI. 19 août 1847. — *Lettre du Procureur du Roi Boucly à Monsieur le Procureur Général Delangle* [(Dossier de la Cour des Pairs, Archives CC 808). Comme un certain nombre de pièces de ce dossier, cette lettre n'a pas été comprise dans les publications officielles de ce dossier. Par contre, cette lettre a été citée par ALBERT SAVINE, *L'Assassinat de la Duchesse de Praslin*. Paris, 1908, pp. 160 et 161 et cet auteur, p. 165, en a publié un fac-similé].

Nous avons reçu, tout à l'heure, la visite de M. le Chancelier qui, en s'appuyant d'une part sur la définition du flagrant délit telle qu'elle est écrite dans l'article 41 du Code d'Instruction criminelle et de l'autre, sur l'article 121 du Code Pénal, a émis l'opinion que, dans les circonstances de l'information qui nous occupe, les magistrats ordinaires étaient compétents pour décerner contre le principal inculpé un mandat d'arrestation. Je dois, Monsieur le Procureur Général, vous soumettre la question et attendre à ce sujet vos instructions. J'ajouterai que, dans ce moment d'ailleurs, l'exécution d'un ordre d'arrestation paraîtrait difficile. M. de Praslin se trouve dans un état de faiblesse qui s'est empiré depuis quelques heures. Aux soins d'un jeune médecin qui ne le quitte pas sont venus se joindre ce matin, ceux de M. le docteur Louis. Il y a déjà quelque temps que ce médecin a été pressé de venir une seconde fois et, comme il ne se présentait pas, je viens d'autoriser l'appel de M. Andral. M. de Praslin présente, en ce moment, les symptômes d'une sorte de choléra. Sa faiblesse augmente de plus en plus et son pouls baisse continuellement. J'ai prescrit qu'on me donnât avis immédiatement de tous les indices alarmants qui pourraient se manifester. L'instruction se poursuit activement. Sous la fenêtre de la chambre de M. de Praslin, à l'entrée d'une cave, on a saisi, tout à l'heure, de nouveaux débris de vêtements brûlés, parmi lesquels se trouvent des parcelles et des boutons de gilet et de chemise. Il devient évident qu'il a brûlé ce qu'il avait sur lui au moment du crime. Ce soir, on videra la fosse d'aisances et à ce sujet, je dois vous prier de vouloir bien me donner l'autorisation nécessaire quant à la dépense que cette opération entraînera aux termes de l'article 136 du décret de 1811.

Signé : BOUCLY.

VII. 20 août 1847, 10 heures $\frac{1}{2}$ du matin. — *Lettre du Procureur du Roi Boucly à Monsieur le Procureur Général Delangle* [(Dossier de la Cour des Pairs. Archives CC 808). La lettre est déchirée en huit morceaux. Elle n'a pas été comprise dans les publications officielles du dossier et est citée par ALBERT SAVINE, *L'Assassinat de la Duchesse de Praslin*, p. 162].

La vidange de la fosse d'aisances n'a rien produit ; nous nous sommes trompés dans nos prévisions : il va falloir recommencer toutes les perquisitions avec un soin tout particulier ; ceci est d'autant plus fâcheux que ces perquisitions doivent avoir lieu principalement dans l'appartement du Duc et que son état de santé ne s'améliore pas. Le docteur Louis trouve son état très grave. Il sera peut-être bientôt nécessaire de prévenir la famille et je pense qu'il conviendrait que M. le Chancelier et le Gouvernement en fussent avertis. Je dois voir aujourd'hui M. le Comte de Breteuil, oncle de M. de Praslin. Ne jugerez vous pas convenable de venir avec M. le Chancelier ou M. le Grand Référéndaire prendre connaissance de cette situation et délibérer sur les mesures qui peuvent, de moment en moment, devenir plus urgentes ?

Signé : BOUCLY.

VIII. 30 août 1847. — *Lettre du Procureur Général Delangle à Monsieur le Garde des Sceaux* (Archives BB¹⁸ 1455 4421).

J'ai l'honneur de vous transmettre le rapport qui m'est adressé par M. le Procureur du Roi, sur l'assassinat de la Duchesse de Praslin. Vous y trouverez, j'espère, une réponse satisfaisante à des accusations que la malveillance a soulevées et que l'irréflexion seule, pourrait accréditer. Les magistrats ont rempli leur devoir, sans faiblesse, comme sans dureté et ce serait une grande injustice de croire que le rang et la position de l'inculpé ont influé sur la conduite tenue à son égard. On n'a pas eu, pour M. de Praslin plus de ménagements qu'on en aurait eu pour toute autre personne accusée dans des circonstances semblables.

Nous déplorons, plus que qu'il soit au monde, que la Justice n'ait pas eu son cours, mais il est des accidents que la prudence la plus prévoyante ne saurait empêcher. L'expérience ne l'a que trop prouvé.

Signé : DELANGLE.

IX. 30 août 1847. — *Rapport du Procureur du Roi Boucly à Monsieur le Procureur Général Delangle* [(Archives BB¹⁸ 1455 4421). Ce rapport auquel la lettre précédente fait allusion figure aux Archives, non signé et ne paraissant pas écrit de la main du Procureur du Roi lui-même, quoi que très certainement de sa seule composition, dans la lettre de transmission suivante : 2 septembre 1847. Direction criminelle. Je m'empresse de vous adresser un rapport qui avait été transmis à Monsieur le Garde des Sceaux par Monsieur le Procureur Général et que Monsieur le Garde des Sceaux m'avait remis. Permettez moi de vous prier de vouloir bien le rétablir entre les mains du Ministre aussitôt qu'il sera de retour. *Signé : BOUCLY*].

M. le Duc de Praslin, inculpé d'assassinat sur la Duchesse de Praslin, son épouse, est mort le 24 de ce mois dans la maison de justice près la Cour des Pairs, et, il est démontré, que sa mort doit

être attribuée à un empoisonnement par l'acide arsénieux. Dans cette grave circonstance, on a dû se demander par quels moyens, M. de Praslin avait pu se procurer le poison, comment et à quelle époque, il lui avait été possible de le prendre. Ce sont là des questions auxquelles il est bien difficile de faire des réponses complètement satisfaisantes. Je m'empresse de vous adresser les explications que je puis vous donner à ce sujet.

Aussitôt que le crime a été connu, les deux commissaires de police du quartier du Roule et du quartier des Champs-Élysées ont accouru presque en même temps à l'hôtel de M. de Praslin ; vous vous y êtes bientôt transportés vous-même, ainsi que M. le Préfet de Police. Les soupçons n'ont pas tardé à se diriger sur M. de Praslin ; mais, ils ne furent accueillis d'abord qu'avec la réserve et la circonspection qui s'imposaient d'elles-mêmes, en de telles conjonctions.

Pendant les premières investigations, pendant les premières heures de la matinée, M. le Duc de Praslin est resté libre dans l'hôtel. Des précautions avaient été prises contre une tentative d'évasion (art. 32, 33, 34 du Code d'Instruction criminelle), mais il pouvait aller et venir dans les appartements, et il a même pu se renfermer dans le sien. Il est permis de penser qu'il ait prévu, dès ce moment, l'issue d'une information qui allait bientôt rendre toute défense à peu près impossible, et que, s'il n'a pas alors accompli le suicide, il ait au moins fait ses dispositions pour rester le maître de l'accomplir à son gré.

Il était environ huit heures, quand M. le Juge d'Instruction, accompagné de l'un de mes Substituts, est arrivé. Bientôt après, ces deux magistrats furent amenés et, par les conséquences de leur information et, par la crainte qui leur fut inspirée d'une tentative de suicide, à s'emparer de la personne de M. de Praslin et à le faire rentrer dans son appartement particulier, sous la surveillance des agents du service de sûreté (article 40 du Code d'Instruction criminelle). Ils s'y rendirent eux-mêmes en même temps que lui et leur premier soin fut de lui faire changer de vêtements. Il dut abandonner tous ceux qu'il avait sur lui jusqu'à la chemise pour en prendre d'autres. Ce qui exclut la pensée, qu'en quittant sa robe de chambre, il ait pu extraire de ses poches et garder dans sa main un objet quelconque qui n'ait pas été aperçu, ni pendant qu'il se déshabillait, ni pendant qu'il se rhabillait. Ce fut un commissaire de police qui lui remit une autre robe de chambre, et, avant de la lui remettre, il s'assura que les poches en étaient vides. On fouilla avec plus de soin encore, la robe de chambre qu'il quittait et on trouva même, dans l'une des poches quelques bouts de cordes et de cordons dont l'un était ensanglanté. On laissa en ce moment, en sa possession, les clefs de son bureau et le mouchoir dont il se servait.

Sur ces entrefaites, Monsieur le Procureur Général, je me suis moi-même rendu à l'hôtel de M. de Praslin ; j'étais au retour d'un voyage, rentré chez moi quelques instants auparavant et j'y avais été informé du crime commis le matin. Je me transportai d'abord auprès de vous, pour recevoir vos instructions ; je revins bientôt pour assister à l'information et je n'ai pas cessé d'y coopérer depuis ce moment jusqu'à celui où la Cour des Pairs a été saisie.

Les perquisitions se continuaient alors dans l'appartement de M. de Praslin et en sa présence. Tant qu'elles durèrent, il resta constamment devant M. le Juge d'Instruction et devant moi sous les yeux des deux commissaires de police qui nous accompagnaient et des agents du

Service de Sûreté que leur Chef dirigeait lui-même. Après un interrogatoire dans lequel M. de Praslin ne put fournir aucune explication sur des charges qui paraissaient accablantes, et où je fus amené à lui faire sentir vivement, toute la gravité de sa situation, je le plaçai personnellement sous la garde du Chef de la brigade de Sûreté (art. 40 du Code d'Instruction criminelle) et je recommandai de prendre toutes les précautions nécessaires pour prévenir toute tentative d'évasion et toute tentative de suicide. Depuis ce moment, M. de Praslin a été rigoureusement gardé à vue dans sa chambre, non seulement sous la surveillance de M. Allard qui n'a presque pas quitté l'hôtel, mais sous celle des deux commissaires de police qui, ne doutant pas plus que nous, de la culpabilité du Duc, sentaient tout le poids de la responsabilité qui leur était imposée. Pendant ces trois jours et ces trois nuits leur zèle ne s'est pas un instant démenti.

Quand on considère toutefois par quel moyen M. de Praslin s'est donné la mort, on comprend que cette surveillance a pu être trompée et il est surtout deux circonstances qui ont pu contribuer à la rendre quelques moments inefficace, malgré le soin avec lequel elle était exercée. Vers quatre heures par exemple, M. de Praslin a été soumis à la visite des médecins qui l'ont obligé à se dépouiller de tous ses vêtements, pour vérifier s'il ne portait pas sur lui des traces de lutte que la victime avait soutenue contre le meurtrier. Il a passé, de sa chambre dans son cabinet, et il s'est déshabillé et rhabillé sous la surveillance de deux agents, mais, au milieu des médecins qui sont entrés et sortis successivement, en échangeant entre eux leurs observations. Dans un autre moment, et c'est là, une circonstance qui ne m'a été révélée que depuis, il a demandé à aller aux lieux d'aisances. Un agent l'y a conduit ; mais sur sa prière, cet agent n'est pas entré avec lui dans le cabinet, et il s'est borné à se tenir auprès de la porte entr'ouverte de manière à ne pas perdre de vue son prisonnier, mais non pas de manière à pouvoir suivre de l'œil ses moindres mouvements.

Du reste, aucun de ses amis, aucun de ses parents n'a été admis auprès de lui, malgré toutes les instances qui ont pu être faites. Ses domestiques ne lui ont rendu aucun service que sous la surveillance et par l'intermédiaire des agents ; nul ne s'est approché de lui, si ce n'est M. Reymond et M. Louis, ses deux médecins ; le premier, jeune encore, mais personnellement connu de l'un des commissaires de police qui nous assistaient ; le second, également recommandable par son caractère et par le nom qu'il s'est fait dans la science ; M. de Praslin a demandé qu'ils fussent admis à lui donner leurs soins ; cette requête ne devait pas être repoussée.

C'est dans la soirée du mercredi qu'on m'a annoncé que M. le Duc de Praslin se trouvait indisposé et qu'il avait eu quelques vomissements ; on attribuait son mal, à la fatigue, à la chaleur, aux émotions de la journée, à la quantité d'eau et de sirop qu'il avait bue sans avoir pris aucun aliment. On me demanda l'autorisation de lui préparer un potage et de lui donner du vin de Bordeaux. Plus tard, le médecin vint me prévenir que le malade était plus calme et qu'il allait se retirer. Il était une heure du matin quand M. le Juge d'Instruction interrompit ses opérations. Ce magistrat et moi, nous nous transportâmes auprès de M. le Duc de Praslin, nous le trouvâmes tranquille dans son lit et je lui annonçai qu'il devait se considérer comme toujours gardé à vue dans son hôtel, jusqu'à la fin des constatations de

flagrant délit. Nous n'avions, à ce moment, aucun sujet de concevoir des inquiétudes sérieuses sur son état.

Le lendemain, quand j'arrivai, on me dit que le mal signalé la veille avait empiré, que M. de Praslin avait eu de nouveaux vomissements, qu'il avait été plusieurs fois à la garde-robe, qu'il était dans un état fâcheux d'affaissement et de prostration. Sur la demande de M. Reymond, qui ne quittait pas le malade, M. Louis fut appelé. Quand il arriva, comme je connaissais ses relations habituelles de médecin avec la famille, je crus devoir lui rappeler que, dans la situation où celui-ci se trouvait placé, il ne pouvait être question entre le malade et le médecin que de la maladie et du traitement. M. Louis me répondit par un geste d'assentiment, puis il s'approcha du malade, l'examina et prescrivit son traitement. Vers la fin de la journée, M. Reymond crut remarquer que la faiblesse augmentait ; M. Louis fut appelé de nouveau et, comme il ne venait pas, on proposa d'envoyer chez un autre médecin ; le nom de M. Andral fut prononcé, mais M. Louis arriva et M. Andral ne vint pas.

Dès le commencement de cette seconde journée, M. Reymond, en m'informant de la situation de M. de Praslin, m'avait dit que, pour se remettre, il avait surtout besoin de calme et de repos, et plus tard, M. Louis m'attesta, sur ma demande, qu'il était hors d'état d'être transporté. En conséquence, M. le Juge d'Instruction, par un ménagement que l'humanité commandait et qui ne nuisait pas aux droits de la Justice, évita tout acte d'information qui aurait eu pour effet de renouveler pour M. de Praslin les émotions de la veille. Il entendit des témoins et procéda à l'interrogatoire de M^{lle} Deluzy. J'assistai à ces actes et, de plus, j'employai une partie de la matinée à rédiger le rapport que je vous adressai le même jour, et qui avait pour objet de résumer les charges sur lesquelles la compétence de la Chambre des Pairs devait s'appuyer. Vous vîntes ce même jour, Monsieur le Procureur Général, prendre connaissance de la situation des choses et vous eûtes un entretien avec M. Reymond. M. le Chancelier vint aussi et ce fut même l'opinion qu'il émit sur la convenance d'une incarcération immédiate qui motiva la question que j'adressai à M. le docteur Louis sur la possibilité d'un transport. L'état de M. de Praslin nous avait toujours été présenté, ce jour-là, comme ayant de la gravité, sans qu'il y eût à craindre un danger actuel, et rien de ce qui nous fut dit de la nature du mal, de ses causes, et du traitement ne dut nous inspirer la crainte d'un empoisonnement.

Le vendredi, quand nous arrivâmes, on me parla de symptômes alarmants qui s'étaient manifestés pendant la nuit. J'eus aussitôt l'honneur de vous écrire, Monsieur le Procureur Général, pour vous indiquer la nécessité de prévenir M. le Chancelier. Ce fut alors que M. Louis me dit qu'il regardait la maladie comme une attaque de *cholera morbus*, qu'il ne trouvait pas la situation beaucoup plus grave que la veille, mais que c'était une aggravation que vingt-quatre heures écoulées sans amélioration. M. Louis donna de nouveau ses prescriptions qui furent suivies, et quelques heures après, M. Reymond m'annonça qu'un mieux sensible se manifestait et que le poulx s'était notablement relevé. On attribuait surtout ce résultat à l'effet de plusieurs bouillons frappés de glace.

Pour compléter les opérations judiciaires, il était indispensable de faire dans l'appartement particulier de M. de Praslin une nouvelle perquisition. Jusque là, le principal instrument du crime nous avait

échappé et il fallait épuiser les moyens de le retrouver et de le saisir. M. de Praslin s'étant déclaré hors d'état d'assister à ces recherches, nous profitâmes de ce que sa santé s'était un peu améliorée, pour le faire transporter dans une autre partie de l'hôtel, et nous nous livrâmes à de scrupuleuses investigations qui amenèrent la découverte de fragments de poignard sur lesquels il y avait du sang et des petites fioles qui contenaient ou avaient contenu du laudanum et de l'eau-forte. C'est à cette occasion, qu'ému par la coïncidence de cette dernière découverte avec le mal dont M. de Praslin était atteint depuis le mercredi soir, j'eus avec M. Reymond un entretien, dans lequel il me dit que la maladie de M. de Praslin ne pouvait pas être le résultat d'un empoisonnement par le laudanum, qu'elle présentait plutôt quelques symptômes d'un empoisonnement par l'arsenic, mais que rien n'indiquait que M. de Praslin eût pu se procurer de l'arsenic ; qu'au reste, le poison pris depuis deux jours devait avoir produit son effet et qu'un mieux se manifestant, il pouvait y avoir sécurité pour l'avenir. Peu de moments après cette conversation, pendant que M. le Juge d'Instruction dressait le procès-verbal de la perquisition opérée, un agent du service de Sûreté apporta une très petite fiole qui renfermait une matière blanche et qu'on nous annonça avoir été trouvée dans la poche de la robe de chambre de M. de Praslin. Deux médecins auxquels cette fiole fut présentée ne reconnurent pas d'abord à la substance qu'elle contenait les caractères de l'arsenic ; depuis, cette substance a été analysée et il reste démontré que c'était de l'arsenic.

Cette fiole n'était pas et ne pouvait pas être dans la poche de cette robe de chambre, au moment où M. de Praslin s'en est revêtu le mercredi après avoir quitté les vêtements ensanglantés et lavés qu'il portait depuis le matin. Car, cette robe de chambre, prise à un portemanteau, ne lui avait pas encore servi depuis son arrivée à Paris et rien ne pouvait lui annoncer qu'il en serait revêtu au moment où un acte de désespoir deviendrait sa dernière ressource. Le commissaire de police qui la lui avait présentée en avait d'ailleurs palpé les poches. Mais il me paraît maintenant établi que si, l'empoisonnement n'a pas précédé le commencement de nos opérations, M. de Praslin, qui s'était procuré d'avance plusieurs espèces de poison, a trouvé le moyen de se saisir de la fiole qui contenait l'arsenic, depuis le moment où il avait été déshabillé et où ses vêtements avaient été saisis et pendant cette journée de mercredi où il a vu s'amasser les preuves de sa culpabilité et où le mouvement inséparable des perquisitions judiciaires et des opérations diverses auxquelles la loi voulait qu'il assistât a pu lui permettre de tromper la surveillance la plus attentive et la plus rigoureuse. Une fois en possession du poison, l'occasion de se l'administrer devait se présenter plus facilement encore, malgré cette surveillance. De toutes les hypothèses qui peuvent être formées, celle-ci me paraît la mieux fondée, moins on avancera dans cette journée, moins la difficulté aura été grande, car la surveillance se resserrait à mesure que les soupçons devenaient plus graves et elle n'a atteint son dernier degré de rigueur que vers une heure de l'après-midi, aussitôt après l'interrogatoire. Mais, est-il, après tout, une vigilance humaine à laquelle ne puisse échapper un geste rapide, ou qui ne puisse, dans une circonstance donnée, se méprendre sur l'intention qui le dirige et le but qu'il peut atteindre.

Ainsi, puisqu'il est aujourd'hui démontré que M. de Praslin est mort empoisonné par l'arsenic, on est nécessairement amené à penser

que même avant le crime, il avait pressenti qu'il pourrait être réduit à cette extrémité du suicide et que sa prévoyance avait su choisir le seul moyen de se donner la mort qui ne put pas lui être absolument interdit. Toute autre tentative aurait échoué devant les mesures qui avaient été prises pour s'assurer de sa personne. Celle-là avait aussi bien des chances contre elle ; mais aucune précaution ne pouvait en rendre le succès tout à fait impossible. L'incarcération elle-même, quand elle aurait eu lieu plus tôt, n'eut pas offert une garantie absolue, car elle ne pouvait pas légalement être ordonnée par personne avant les perquisitions, avant l'interrogatoire, avant les opérations de constat auxquelles le prévenu avait le droit d'assister (articles déjà cités et art. 39). Rien dans l'espèce, n'aurait alors motivé à cet égard une dérogation aux règles ordinaires de la procédure. Et il ne me paraît pas admissible que ce soit depuis la fin de ces opérations que M. de Praslin ait pu, sinon avaler le poison, du moins, s'emparer de la fiole qui le contenait. La surveillance était alors devenue moins difficile, elle a été soutenue, je dois le dire, avec une fidélité et une persévérance qui ne laissent place à aucun soupçon.

Il faut donc conclure, Monsieur le Procureur Général, qu'il est à peu près impossible, quand on ne veut pas et quand on ne peut pas recourir à des moyens violents de compression corporelle, que n'admettent ni nos lois, ni nos mœurs, d'empêcher un homme de rester, jusqu'à un certain point, le maître de disposer de sa vie. Lesage, condamné à mort et gardé à vue dans sa prison, ne s'y est-il pas égaré ? Soufflard ne s'est-il pas empoisonné à l'audience, en face de ses juges, entre deux agents de la force publique ? Et combien d'autres, aux divers degrés de l'instruction, depuis le moment même de l'arrestation jusqu'au jour où un dernier espoir de salut leur échappait, ont trouvé le moyen de se dérober par une mort volontaire à l'expiation légale qui leur devait être infligée ! Funeste exemple sans doute, que la Justice doit déplorer et où éclate de nouveau à la suite de l'acte répréhensible, le mépris de la religion et de la morale, mais qui implique du moins l'aveu et le châtiment spontané du crime.

LE PROCUREUR DU ROI.

APPENDICE II

Les textes sur lesquels se base la discussion juridique

L'article 29 de la Charte de 1830 qui reproduisait l'article 34 de la Charte de 1814 est ainsi conçu : « Aucun Pair ne peut être arrêté que de l'autorité de la Chambre et jugé que par elle en matière criminelle. »

L'article 44 de la Charte de 1830 qui reproduisait l'article 52 de la Charte de 1814 est ainsi conçu : « Aucun membre de la Chambre (des députés) ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ni arrêté en matière criminelle, sauf le cas de flagrant délit, qu'après que la Chambre a permis sa poursuite. »

L'article 121 du Code Pénal est ainsi conçu : « Seront, comme coupables de forfaiture, punis de la dégradation civique, tout Officier de police judiciaire, tous Procureurs Généraux ou du Roi, tous Substituts, tous Juges qui auront provoqué, donné ou signé un jugement, une ordonnance ou un mandat tendant à la poursuite personnelle ou

accusation, soit d'un Ministre, soit d'un Membre de la Chambre des Pairs, de la Chambre des Députés ou du Conseil d'Etat, sans les autorisations prescrites par les lois de l'Etat ; ou qui, hors les cas de flagrant délit ou de clameur publique auront, sans les mêmes autorisations, donné ou signé l'ordre ou le mandat de saisir ou arrêter un ou plusieurs Ministres ou Membres de la Chambre des Pairs, de la Chambre des Députés ou du Conseil d'Etat. »

L'article 40 du Code d'Instruction criminelle, alinéa premier, est ainsi conçu : « Le Procureur du Roi, audit cas de flagrant délit, et, lorsque le fait sera de nature à entraîner peine afflictive et infamante, fera saisir les prévenus présents contre lesquels il existerait des indices graves. »

APPENDICE III

Biographie des Magistrats

1° DELANGLE CLAUDE-ALPHONSE, né à Varzy le 6 avril 1797. Engagé dans un régiment de hussards (1814). Professeur de seconde au collège communal de Saint-Benoit-du-Sault (Indre) (1815). Maître d'études et Professeur d'une classe élémentaire au collège Sainte-Barbe à Paris (1816). Avocat Paris (1819). Membre du Conseil de l'Ordre (1831). Bâtonnier (1836-1838). Avocat Général Cassation (5 août 1840). Député Cosne (août 1846). Réélu (22 mars 1847). Procureur Général près la Cour de Paris 22 mars 1847. Révoqué 24 février 1848. Procureur Général près la Cour de Cassation 30 janvier 1852. Premier Président de la Cour de Paris 10 février 1853. Procureur Général près la Cour de Cassation 14 novembre 1865. Chevalier légion d'honneur 1837. Officier 1844... Grand-Croix 1860 (D'après les *Notices sur le personnel du Tribunal et de la Cour de Cassation*. Paris, 1879).

2° BOUCLY FÉLIX, né à Paris le 14 novembre 1797. Substitut Le Havre 22 nov. 1822. Procureur du Roi au Havre 20 juillet 1825. Substitut du Procureur Général à Rouen 22 novembre 1826. Avocat Général 27 août 1830. Substitut du Procureur Général à Paris 19 février 1833. Avocat Général 3 mars 1840. Procureur du Roi à Paris 7 août 1843. Révoqué 24 février 1848. Conseiller à la Cour de Paris 3 juillet 1849. Premier Président à la Cour de Rennes 28 novembre 1849. Conseiller à la Cour de Cassation 27 août 1864. Retraité le 24 février 1873. Chevalier légion d'honneur 1835. Officier 1845. Commandeur 1856 (D'après les *Notices sur le personnel du Tribunal et de la Cour de Cassation*. Paris, 1879).

3° BROUSSAIS ARISTIDE, né le 26 septembre 1794. Juge Instruction Nogent-sur-Seine 27 décembre 1820. Juge Nogent-sur-Seine 4 février 1824. Président Dreux 17 janvier 1833. Président Reims 9 août 1839. Juge Paris 12 décembre 1841. Juge Instruction Paris 30 décembre 1841. Conseiller Paris 23 octobre 1852 (D'après les Notes qu'a bien voulu nous communiquer M. le Conseiller honoraire de la Cour de Paris, Rouyer, et le Discours de rentrée de la Cour impériale de Paris, de Sapey, Substitut du Procureur Général, 5 novembre 1860. *Moniteur*, 6 novembre 1860).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les Investigations des Magistrats, des Hommes de l'art et des Pairs :</i>	
I. La découverte du cadavre le 18 août 1847.....	10
II. Les premières opérations des Magistrats le 18 août 1847 de huit heures du matin à une heure de relevée.....	12
III. Les constatations judiciaires le 18 août 1847 de une heure de relevée à minuit.....	21
IV. La journée du 19 août 1847.....	26
V. La journée du 20 août 1847.....	29
VI. La saisine de la Cour des Pairs (les journées des 21, 22, 23, 24, 25 août 1847).....	32
CHAPITRE II. — <i>Les Critiques et les Attaques contre la Magistrature :</i>	
I. Les Séances de la Cour des Pairs.....	38
II. Les Journaux	43
III. Les Ouvrages	48
CHAPITRE III. — <i>La Question juridique. Les Magistrats ont-ils mal interprété les textes sur l'inviolabilité des Pairs ? :</i>	
I. Les Auteurs	50
II. Les Précédents	55
III. Discussion	58
CHAPITRE IV. — <i>Les Magistrats ont-ils commis des fautes professionnelles en ne prenant pas toutes les précautions</i>	

<i>indispensables pour empêcher le Duc de Praslin d'attenter à ses jours.....</i>	63
CONCLUSION	69
BIBLIOGRAPHIE	71
APPENDICES	75
APPENDICE PREMIER. — <i>Les Correspondances et les Rapports du Procureur Général Delangle et du Procureur du Roi Boucly, du 18 au 30 août 1847, au sujet de l'assassinat de la Duchesse de Praslin.....</i>	75
APPENDICE II. — <i>Les textes sur lesquels se base la discussion juridique</i>	85
APPENDICE III. — <i>Biographie des Magistrats.....</i>	86

Vu, le 4 décembre 1936.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris :*

DELACROIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris :

CHARLETY.

